IMT Nuremberg Archives

H – 4780

International Court of Justice

RF 1143 BOOK

H4780 - 0002

"Germany and France Before Europe"

"L'Allemagne et La France
DEvant L'Europe"

Contained in pigeon hole cabinet, section 4D.

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 1143
Filed Feb 5, 1946

A-01798

RF 1143 15f

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE DEVANT L'EUROPE

H4780 – 0003

par le Dr Friedrich

Journaliste Allemand

R.F. 1143 A 21799

LES DOCUMENTS CONTEMPORAINS

RF 1143
H-4780

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE DEVANT L'EUROPE

A 101800
H4780 – 0004

Dr FRIEDRICH

H4780 – 0005

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE DEVANT L'EUROPE

MINISTÈRE DE L'INFORMATION
DÉPÔT LÉGAL

DOCUMENTS CONTEMPORAINS
55, CHAMPS-ÉLYSÉES, 55
PARIS

A 101801 M. I. D. L. 1147

H4780 – 0006

PREMIÈRE PARTIE

I

Le 30 janvier 1933 restera dans l'histoire de notre continent une date mémorable, une date que l'on pourra considérer, virtuellement, comme le point de départ de l'épopée de notre continent, comme le point de départ de l'évolution la plus formidable des temps modernes.

Lorsque, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler se vit confier, des mains du maréchal von Hindenburg, la chancellerie du Reich, et, de ce fait, la direction des affaires politiques de l'Allemagne, d'aucuns, en Allemagne comme à l'étranger, ne semblaient de prime abord vouloir attacher à cet événement aucune importance particulière. En effet, l'arrivée au pouvoir du national-socialisme ne constituait aux yeux du monde qu'une étape d'une révolution allemande à laquelle on ne croyait déjà plus, ou pour d'autres un pas plus en avant dans la voie de cette vaste dégringolade économique et financière, et surtout budgétaire, dans laquelle l'Allemagne se débattait depuis des années ; mais pour les nazis allemands elle constituait le couronnement de longues années de luttes politiques, de souffrances et d'espoirs.

Avant la Grande Guerre, ou plutôt, avant celle de 14 à 18, car celle que nous vivons sera, pour

A 21892

H4780 - 0007

être la dernière, la plus grande de notre continent, on parlait souvent de l'équilibre européen qui consistait surtout en un balancement judicieux des forces en présence. Après la signature du traité de Versailles, cet équilibre européen n'existait plus, ou semblait du moins définitivement faussé. Quels étaient les facteurs qui se trouvaient en présence ? D'un côté, la France, avec tout un système d'alliances militaires et économiques, et d'un autre côté, une Allemagne qui semblait définitivement vouée à l'agonie économique et militaire, déchirée par des crises gouvernementales de plus en plus fréquentes et littéralement étouffée par le fardeau écrasant d'une armée de chômeurs.

Le 30 janvier 1933 donc, un homme arrivait au pouvoir. On connaissait exactement ses aspirations et surtout ses réclamations en faveur de son peuple. Nombreux étaient en Europe, et surtout en France, ceux qui avaient suivi de près l'apostolat d'Adolf Hitler, et nombreux étaient ceux qui essayèrent d'approfondir cette mystique avec laquelle cet homme poursuivait imperturbablement son chemin ; beaucoup, comme je le disais, l'ont essayé et peu, très peu y sont parvenus. Après le premier coup de surprise, on finissait par s'habituer à ce genre de gouvernement en Allemagne, auquel on prédisait, d'ailleurs, pour des termes plus ou moins réguliers, une faillite complète. Lentement, les peuples d'Europe, et particulièrement ceux envers lesquels l'Allemagne avait de justes revendications à faire, commençaient à se rendre compte que cette Allemagne, qu'on disait déjà morte, ou presque, reprenait du souffle, et les événements évoluaient lentement

R 101803

H4780 – 0008

et implacablement comme un gigantesque mouvement d'horlogerie. Le premier point sur lequel Adolf Hitler insistait tout particulièrement, et qui le préoccupait depuis des années, était la question de la sécurité de l'Allemagne, de l'égalité des droits et la question des armements ; car si l'Allemagne faisait partie de la Société des Nations, elle avait vite fini par se rendre compte qu'elle y figurait à titre de parent pauvre qui n'avait pas droit à la parole, car pourquoi se le dissimuler, cette feue Société des Nations était, pour la majeure partie, composée d'adversaires de l'Allemagne qui, malgré les phrases grandiloquentes de leurs représentants, avaient un intérêt à maintenir, coûte que coûte, cet édifice artificiel et non viable qu'était le *statu quo* de 1919. L'Allemagne y jouait un rôle de vaincu et incompatible avec l'honneur national d'une nation de soixante-six millions d'habitants. On peut indiquer ici qu'à la Société des Nations, des pays comme le Nicaragua, la Bolivie, etc... étaient représentés au même titre que l'Allemagne et que, par contre, les États-Unis d'Amérique n'y étaient pas.

C'est sur l'égalité des droits que le peuple allemand entier était solidaire avec son nouveau chef d'État et c'est à ce propos que le monde put se rendre compte pour la première fois de la nouvelle unité allemande. Ensuite est venue la question des armements. La revendication allemande était logique et juste. Le traité de Versailles et ses covenants partant du principe que le désarmement de l'Allemagne devait inaugurer une ère de désarmement et de pacification générale, l'Allemagne, désarmée depuis treize ans, était en droit de se

A[illegible] 101804

H4780 – 0009

demander ce que ses anciens adversaires attendaient pour en faire autant. Tous les pourparlers sur cette question *primordiale* dans l'histoire de l'évolution allemande s'étant avérés infructueux, le Führer décida d'agir ; il a agi en pleine connaissance de cause, il a agi avec une lourde responsabilité vis-à-vis de son peuple, et les événements lui ont donné entièrement raison. L'évolution allemande, n'envisageant que le rétablissement de conditions normales en Europe, fit donc son chemin.

Pour nous, qui avons pu vivre cette époque, elle a quelque chose d'inconcevable, de trop grand, quelque chose de miraculeux quelque chose qui nous dépasse, et cependant toute cette évolution a conservé son caractère de mouvement d'horlogerie. d'immense engrenage ; on dirait que chaque oscillation se fait selon une loi divine.

Puis, cette évolution, qui, d'abord, ne semblait concerner que l'Allemagne et dont les diverses péripéties telles que l'unification sociale, la reconstitution d'une armée, le retour de la Sarre et l'occupation de la Rhénanie n'étaient que des étapes, prenait un caractère de plus en plus européen, au fur et à mesure que l'on franchissait de grandes étapes telles que : le retour de l'Autriche, les Sudètes, Munich et la Tchécoslovaquie. A ce moment, les forces hostiles à cette évolution, animées principalement par les ennemis du socialisme nouveau, comme la juiverie internationale, la franc-maçonnerie, la haute finance et surtout la ploutocratie anglo-américaine, commencèrent à tirer toutes les ficelles possibles pour se mettre en travers d'une évolution qui menaçait de s'étendre sur l'Europe entière.

A 191805

H4780 – 0010

En 1939, survint la question polonaise : ce fut le prétexte rêvé pour la déclaration de guerre à l'Allemagne, et faire en sorte de reculer, avec l'espoir d'annuler à tout jamais le réglement des problèmes européens.

Les problèmes européens n'ont pas été soulevés par la simple existence d'Adolf Hitler ; les problèmes européens doivent être recherchés dans les lourdes fautes commises dans les traités de Versailles, de Trianon et de Saint-Germain. Ce règlement de comptes européens devait venir un jour, et même un règlement à l'amiable de la question germano-polonaise n'aurait pu apporter qu'un apaisement momentané et reculer d'un peu le règlement des problèmes européens ; mais jamais il n'aurait pu le supprimer. N'oublions pas que l'Europe entière était prise dans un immense engrenage dont il était peut-être possible de freiner momentanément la marche, mais il était impossible de l'arrêter. C'est là une des vérités qui a pris place dans l'Histoire.

II

Si le rôle d'Adolf Hitler fut prodigieux dans le domaine extérieur, si les générations futures lui devront une Europe unie, parce que pacifiée et heureuse, sa mission fut plus gigantesque encore pour le peuple allemand. On peut, sans jouer sur les mots, croire qu'il joue un rôle providentiel.

Pour le bien comprendre, quelques explications préliminaires sont nécessaires.

L'industrialisation qui remplaça « grosso modo »

A 21806

H4780 – 0011

l'artisanat — cette forme sociale qui avait donné son aspect heureux à la vie sociale du moyen âge — cette industrialisation a créé l'ouvrier. Le progrès industriel fondé sur un énorme progrès technique, sur l'invention et la mise en route de machines nouvelles, coïncidait fatidiquement avec un changement des conceptions sociales, économiques et même philosophiques de notre ère. Ces nouvelles conceptions, vous les connaissez... c'était le libéralisme et le capitalisme où le fameux « laissez faire, laissez aller » était devenu le slogan qui paralysait l'esprit de cette époque.

Il s'avéra très vite que cette formule économique et sociale commençait à agir au détriment de l'homme. Le « laissez faire, laissez aller » n'était pas assez fort pour remplacer le système social qu'il détruisit, par une nouvelle société. Un orgueil compréhensible mais outrancier, exaltant la valeur des nouvelles machines, des nouvelles dimensions, des nouvelles conceptions, finissait par rabaisser l'esprit humain. La machine ne fut plus le serviteur de l'homme, elle devint son ennemie. Je vous parle de cette fameuse époque où des artisans anglais, angoissés par la machine, détruisaient les nouvelles inventions qui devaient, plus tard, leur faire tant de mal.

Il va de soi que l'évolution technique bouleversait également les rapports entre patrons et ouvriers. De plus en plus, la petite entreprise artisanale, cellule de la société d'autrefois, devait céder la place à la grande usine. Le lien patronal, qui unissait jadis tous les membres de la petite entreprise artisanale, devint inexistant, les entreprises étant devenues trop grandes pour former, comme avant, une grande famille. L'entreprise

A 101807

H4780 – 0012

renonçait ainsi, pour des dizaines d'années, à son rôle social.

Il va sans dire que tous ces changements matériels et spirituels modifièrent considérablement la notion du travail. Sous l'influence des conceptions soi-disant libérales, le travail, désormais dépourvu de tout sens éthique, finit par être considéré et évalué au même point qu'une simple marchandise. On ne voyait plus l'homme qui fournit le travail, mais uniquement le travail en tant que fonction commerciale. La valeur de l'ouvrier était chiffrée par son rendement pour celui qui le faisait travailler à son profit. On se souciait fort peu de la valeur humaine, de la vie familiale de l'ouvrier. Par contre, on l'obligeait, au moyen de salaires de famine, d'amener toute sa famille pour travailler à l'usine. Des enfants mineurs devaient peiner au même degré que les femmes enceintes ou les vieillards, et peiner dans quelles conditions !

Inutile de vous dire que les assurances sociales ou la réglementation des conditions de travail, bref, toutes les institutions sociales dont l'Allemagne de nos jours peut être fière, étaient inexistantes. L'ouvrier devint, dans toute l'acception du mot, l'esclave de la machine et le hors-la-loi de toute la société.

C'est dans leurs souffrances imméritées que ces misérables ouvriers, ces damnés de la terre, prirent conscience de la force de défense qu'ils pouvaient obtenir en se groupant. Dorénavant c'était l'organisation ouvrière qui, à juste titre, défendait les intérêts des travailleurs et qui, par l'incompréhension des uns d'un côté et les mauvais guides de l'autre, devint un facteur redoutable pour la

A 01808 M. I. D. L. 4147

H4780 – 0013

collectivité contre laquelle de mauvais bergers cherchaient à dresser les masses.

Pour mieux vous faire comprendre cette évolution, il convient de souligner un fait souvent ignoré par les chroniques de notre révolution nationale : l'ouvrier qui, par simple besoin, s'organisait contre l'exploitation ne trouvait pas, au XIXe siècle, de chefs dignes de lui. Il ne trouvait pas de défenseurs contre les abus du nouveau système. Par contre, il tombait entre les mains des intellectuels juifs qui en profitaient de leur côté pour améliorer leur propre situation aussi bien sociale que, plus tard, politique. La première victime des doctrines d'un Karl Marx, c'était l'ouvrier lui-même.

Or, l'intellectuel juif qui, par l'insuffisance des patrons aryens, put usurper le rôle de leader ouvrier, en profita pour infiltrer dans le mouvement ouvrier un élément nouveau jusque-là détesté par les ouvriers allemands. Cet élément nouveau était l'internationalisme mal interprété, mal compris et encore plus mal appliqué.

L'ouvrier allemand, de par son caractère, a toujours su garder, dans sa façon de penser et dans sa manière d'agir, un cachet national, comme d'ailleurs toutes les tentatives en vue d'une organisation ouvrière se firent toujours dans son esprit loyal vis-à-vis de la communauté nationale.

L'ouvrier se savait mal mené et sans protection, mais la pensée de vouloir remédier aux maux sociaux en s'opposant à l'État était loin de lui. L'ouvrier allemand a toujours compris et admis la nécessité de cette chaîne éternelle créée et voulue par la nature même, de cette chaîne qui lie l'individu à sa famille, la famille à son peuple,

A 101809

H4780 – 0014

le peuple à sa race, la race à l'humanité. L'ouvrier allemand entendait améliorer son sort dans le bonheur de sa nation, et non à l'encontre des intérêts vitaux de celle-ci.

Ce fut le Juif Karl Marx qui ébranla cette conception nationale de l'ouvrier en l'initiant à une nouvelle doctrine, intégrale dans sa violence comme dans son pessimisme. « C'est de la nation que vous attendez votre salut, dit-il aux ouvriers. C'est en vain. Vous, les prolétaires, ne pouvez être sauvés que par la dictature du prolétariat avec le moyen de la lutte internationale des classes. »

Le Juif sans patrie n'avait aucun intérêt à reconnaître les valeurs nationales.

Je n'insiste pas en détail sur la doctrine de Marx. Ce qui est à retenir ? C'est que, depuis Marx, c'est-à-dire depuis l'immixtion juive dans l'antagonisme entre patrons et ouvriers, les leaders ouvriers s'efforçaient de dresser leurs partisans contre l'État. La conception ouvrière pessimiste, celle du prolétaire, entrait en lutte contre la conception nationale de l'ouvrier. Il y eut donc dorénavant deux mouvements ouvriers qui rivalisèrent : celui du prolétaire internationaliste contre celui de l'ouvrier nationaliste.

Jusqu'à la guerre mondiale, cet antagonisme, germe de luttes civiles, se contrebalançait : d'un côté, les Bauer, les Kautzky, les Hilferding, qui furent presque tous Juifs ou pour le moins enjuivés, préconisèrent l'idéal de la destruction nationale. De l'autre côté le socialiste allemand Bebel s'avoua nettement ouvrier national et allemand. Ainsi il déclara à la tribune du Reichstag en 1904 : « Si l'Allemagne devait être exposée à une guerre dans laquelle l'existence du pays serait en jeu,

A 101810

H4780 – 0015

les socialistes allemands prendraient tous le fusil sur l'épaule pour défendre le sol allemand. »

D'un autre côté, les socialistes dits internationaux, au cours du congrès international socialiste de 1912, s'engagèrent formellement à saboter la guerre pour affaiblir leurs régimes nationaux. La lutte intestine entre ouvriers et ouvriers devint de plus en plus aiguë. Mais le 2 août 1914, quand l'assassinat de Saravejo fut le fanal de la guerre continentale, l'ouvrier allemand marcha, tout comme l'ouvrier français et l'ouvrier anglais, pour défendre son pays.

Ce fut là la dernière victoire de la conception ouvrière nationale sur la doctrine marxiste. Avouez qu'ils avaient tous raison. L'ouvrier sentait nettement qu'avant de reconstruire l'édifice social en feu, il fallait tout d'abord éteindre les flammes.

Ce fut la guerre mondiale, malgré ses souffrances, malgré ses millions de victimes qui déclencha le changement d'aspect de la question ouvrière en Allemagne et fit naître, de la camaraderie des tranchées, la communauté nationale ouvrière. La communauté l'emportait enfin, après vingt autres années, sur un internationalisme néfaste et stérile.

Il y avait, dans le monde ouvrier allemand, deux courants : l'un pessimiste, parce que marxiste et international, pessimiste parce que ne voyant le bonheur de la classe ouvrière que dans l'internationalisation d'une destructive lutte des classes, dans l'unification des prolétaires du monde sous l'égide de Moscou, et l'autre optimiste, parce que nationaliste et croyant au progrès social possible avec les forces vives du pays. Ces deux éléments arrivèrent ainsi à leur point culminant au mo-

A 101811

H4780 – 0016

ment de la déclaration de la Grande Guerre où, malgré les résolutions fulminantes du marxisme international, le mouvement ouvrier nationaliste devait l'emporter, pour la dernière fois, en envoyant tous les ouvriers, sans distinction d'opinion, sous les drapeaux.

A partir de cet instant, le mouvement marxiste international prit à nouveau le dessus ; le travail souterrain commençait à porter ses fruits. Une propagande aussi habile que mensongère fit de jour en jour de plus grands ravages dans les cerveaux des ouvriers allemands. Au moment où le Reich, engagé dans la plus formidable lutte pour son existence, ayant contre lui plus de la moitié du globe, avait besoin de toutes ses forces, de toute son unité nationale, les éléments égarés du marxisme international en Allemagne cédèrent aux promesses de plus en plus alléchantes de l'internationale socialiste, du président Wilson, et en fin de compte, des alliés qui faisaient miroiter devant eux les délices du Paradis terrestre, à la seule condition qu'ils déposent les armes.

Ce que les armes ennemies n'avaient pu obtenir, car le soldat allemand tint bon jusqu'à la fin et aucun soldat ennemi ne foula le sol de l'Allemagne, le travail souterrain politique du marxisme international le réussit aisément. Par suite de l'ébranlement des forces morales et de l'effondrement du système gouvernemental en Allemagne, le soldat allemand trouvait finalement derrière lui le chaos.

Ce furent la défaite, puis l'armistice et le traité de Versailles.

Loin les promesses de Wilson, loin les délices du Paradis terrestre, loin l'unification sociale du

A 101812

H4780 – 0017

monde. Mais au contraire ce fut un traité de paix qui spolia le Reich de plus d'un dixième de son sol et de ses habitants, de toutes ses colonies, de tous ses moyens industriels et qui lui prit, chose intolérable pour un peuple qui se respecte, son honneur.

Où étaient, à ce moment-là, les promesses solennelles de l'internationale socialiste ? Loin... comme tout le reste. On avait tout simplement oublié ce qu'on avait promis à l'ouvrier allemand et, ni l'ouvrier français, ni l'ouvrier anglais ne s'opposèrent à l'étranglement de leurs frères allemands.

Or, le marxisme anglais et le français n'étaient pas les seuls à ne pas tenir leurs promesses vis-à-vis du peuple allemand. Le marxisme allemand les tenait encore beaucoup moins et Dieu sait ce qu'il avait promis au peuple allemand.

Certes, en détrônant Guillaume II et les autres princes allemands, le marxisme était arrivé à une certaine domination du peuple. Mais le premier enthousiasme se tassa très vite et céda la place à un désenchantement aussi brutal que rapide. Cette nouvelle démocratie, sans doctrine sincère, résolvait bien la question sociale pour ces quelques milliers de prétendus chefs, pour les ministres, les fonctionnaires des syndicats et les membres du Reichstag, mais nullement pour la totalité du peuple.

Puis venait l'après-guerre, ces années interminables durant lesquelles le peuple allemand gravissait, patiemment, son calvaire.

Ce fut cette époque où l'ancien combattant allemand vit traiter, par les alliés victorieux, ses plus illustres chefs de la grande guerre, von Hin-

A 101813

H4780 – 0018

denburg et le général Ludendorf et d'autres encore, comme de vulgaires criminels. Ce fut cette époque où des officiers alliés, en occupation en Rhénanie, chassaient à coups de cravache des trottoirs les Allemands qui, à leur passage, osaient y rester.

Puis ce fut l'inflation, l'effondrement de la monnaie allemande, l'effondrement de toute l'épargne allemande, réduisant à l'état de mendicité — pour ainsi dire — toute la classe moyenne d'un peuple, et rendant caduc le règlement du problème social de l'ouvrier allemand.

A cette époque, 250.000 hommes et femmes se donnèrent la mort pour mettre fin à leurs souffrances. Puis, ce furent les années interminables de misère jusqu'en 1932.

Je tiens à faire ici une observation. Je sais que la population française souffre, souffre de mille et un maux dus à une guerre qui n'est pas terminée, et je sais que le peuple français supporte ces souffrances avec un courage auquel je serai le dernier à refuser ma plus vive admiration.

Mais, moi qui ai vécu l'après-guerre en Allemagne, qui ai connu l'occupation par des vainqueurs qui n'entendaient pas dominer leurs victoire, l'effondrement par l'inflation, et qui ai vécu toutes les douloureuses humiliations dont vous comme moi, n'aimons plus nous souvenir à l'heure actuelle, ces souffrances que vous endurez en ce moment n'égalent en rien celles qu'ont subies mon pays et ses ouvriers, jusqu'au moment où Adolf Hitler, ouvrier lui-même, les en a délivrés.

Et nous en arrivons au rôle d'Hitler. Lorsque, le 30 janvier 1933, le Führer prit le pouvoir, à

A 101814

H4780 – 0019

peu près 40 % seulement des ouvriers allemands étaient nationaux-socialistes. Les autres, par un sentiment facile à deviner, celui du désespoir et du mépris des hommes, étaient restés méfiants.

La propagande étrangère affirme qu'il en est toujours ainsi : que le régime national-socialiste ne gouverne que par la terreur et la menace et que l'ouvrier allemand est mené par la Gestapo qui vérifie minutieusement combien de fois il crie « Heil Hitler » par jour, et j'en passe d'autres...

Les histoires qu'on a pu raconter, et qu'on raconte encore à l'heure actuelle, sont tellement ridicules que je n'essaie même pas de les démentir.

Mais, avant de vous expliquer comment Adolf Hitler a su gagner la confiance des masses, permettez-moi de vous poser une question : Si les ouvriers allemands n'étaient pas hitlériens, croyez-vous, réellement, en toute conscience, qu'ils seraient capables de remporter, sous sa direction, et en tant que ses soldats, les brillantes victoires que vous connaissez ?

Mais n'anticipons pas. Dès le début, Adolf Hitler avait saisi l'interdépendance de la politique étrangère et de la politique sociale du Reich. C'est pour cela que, tout en poussant, dans sa politique étrangère, au rétablissement de l'égalité des droits de son pays par rapport aux autres, il entreprit aussitôt une œuvre de réforme sociale jusque-là inconnue. « Il ne faut pas exalter l'importance d'une couche sociale devant elle-même », a-t-il déclaré le 1er mai 1933. « Il convient plutôt d'enseigner à chaque métier la valeur des autres. » Tel fut son programme, tels furent ses actes.

Les deux premiers problèmes auxquels le Führer

A 101815

H4780 – 0020

s'attaqua furent : l'abolition du chômage et le relèvement de la paysannerie.

Pour assurer la protection de l'ouvrier, il créa cet immense « Front du Travail » qui, comprenant plus de vingt millions d'ouvriers allemands, se chargeait de leur bien-être et de leur direction. Depuis l'effondrement des assurances sociales dû à la crise économique mondiale, un nouveau système d'assurances permet à l'ouvrier et à sa famille d'envisager dorénavant l'incapacité de travail ou même l'invalidité.

La section « Beauté du Travail » du Front du Travail se charge d'améliorer les conditions du travail dans les usines, en favorisant la construction de chantiers et d'ateliers clairs, bien aérés, de salles de douches, de terrains de sport.

Une autre section qui s'appelle « La Force par la Joie » organise pour les heures de repos de l'ouvrier allemand des réjouissances facultatives, et ce n'est que depuis qu'existe cette organisation, que des millions d'ouvriers ont connu le théâtre allemand, la musique allemande et tous les autres biens culturels de la nation qui, de ce fait, ne sont plus uniquement le privilège d'une classe.

De même, et grâce à cet organisme « La Force par la Joie », des millions d'ouvriers allemands ont la possibilité de faire des voyages de vacances au delà et en deçà des frontières du Reich.

Mais avant tout, sachant qu'une révolution ne va pas s'arrêter à la modification des conditions sociales, mais qu'elle doit réformer également les esprits, le Führer a tenu à refaire — par une éducation spirituelle — l'âme allemande.

« Honorez le travail, respectez le travailleur », telle est la devise suprême de l'État ouvrier alle-

A 191816

H4780 – 0021

mand. Le respect du travail est devenu une réalité directrice, non seulement pour le travailleur manuel, mais, au même point, pour le travailleur intellectuel. C'est surtout parce qu'il y a égalité des devoirs vis-à-vis de la communauté nationale, que l'ouvrier allemand ne se sent pas prolétaire, ni hors la loi, sachant que sa valeur humaine et nationale est reconnue et récompensée par un nouveau système social.

Je vous ai dit tout à l'heure : au début, l'ouvrier allemand se méfiait un peu des actes et des institutions nouvelles, mais, peu à peu et pas à pas, se rendant compte du changement total de ce qu'il avait connu par expérience, son désespoir et sa méfiance cédèrent à une nouvelle joie de la vie.

Ayant toujours vu, à la tête de ses syndicats, des chefs ou pourris ou incapables de le diriger, l'ouvrier allemand finit par reconnaître en Adolf Hitler le véritable chef ouvrier qui les aimait et qui savait les guider.

L'exemple d'un des leurs, ayant passé comme eux par les mêmes souffrances sociales et simple soldat comme eux, ayant enduré les mêmes épreuves dans les tranchées, finit par séduire l'ouvrier allemand au même point que ses succès sociaux. Et si l'on crut, au début, que, selon la prédiction des anciens chefs marxistes, cette évolution heureuse serait fatalement suivie par la débâcle, là aussi, avec le temps, l'ouvrier allemand fut détrompé.

Tous ces facteurs de la politique du Führer ont pu convaincre l'ouvrier allemand et faire, de l'adversaire de jadis, son plus fidèle partisan. La communauté nationale-socialiste, née de l'égalité

A 101817

H4780 - 0022

des devoirs dans les tranchées de la guerre mondiale, est réalisée.

Laissez-moi, à la fin de ce chapitre, vous conter une petite histoire qui a été vécue récemment dans une usine allemande et qui reflète la sagesse sociale des fonctionnaires du « Front du Travail ».

Dans cette usine allemande, un des travailleurs français — qui d'ailleurs jouissent des mêmes privilèges que leurs camarades allemands — s'était chamaillé avec un ouvrier allemand, sans graves conséquences cependant. La chose, toutefois, passa devant le représentant du « Front du Travail » qui infligea à l'Allemand une amende de dix marks, et au Français, seulement une de deux marks. Et voici son raisonnement :

« L'ouvrier allemand, dit-il, que l'éducation communautaire du « Front du Travail » a formé depuis huit ans, doit faire preuve d'une discipline beaucoup plus rigoureuse que son collègue français. »

Et tout le monde fut content.

III

Certes, on commence à comprendre maintenant l'opposition fondamentale qui existe entre le communisme marxiste et la communauté nationale-socialiste créée par Adolf Hitler.

Le point est assez important pour qu'on y insiste.

C'est de la camaraderie du feu qu'est née la communauté nationale en Allemagne, et c'est d'elle que tout s'inspire dans notre vie quotidienne. Il ne s'agit pas chez nous que la loi dé-

A 101818

H4780-0022A

fende une classe au détriment de l'autre, qu'un code pénal soit fait pour protéger les possédants contre les non-possédants. Non... tout en Allemagne est animé de l'esprit de collectivité, de communauté nationale, et tout est jugé selon ses principes.

C'est la collectivité qui rejette, c'est la collectivité qui détruit l'individu qui se dresse contre elle ou qui agit au détriment de la collectivité.

En janvier 1933, quand l'idée nationale-socialiste, quand l'idéologie du socialisme national, en la personne du Führer Adolf Hitler sont arrivées au pouvoir en Allemagne, elles comptaient déjà un nombre considérable de militants et d'adhérents, et si à ce moment-là, à l'étranger comme en Allemagne même, beaucoup de gens croyaient, espéraient... et disaient : « Oh! ils en auront pour quelques mois, tout au plus... » ces gens-là savaient qu'en Allemagne les mêmes forces étaient toujours à l'œuvre... la diversité des partis politiques, d'opinions politiques, la franc-maçonnerie et les Juifs, le communisme et l'anarchie, le tout dans des proportions beaucoup plus inquiétantes qu'en France, incrustées et enchevêtrées dans un fouillis paraissant en effet inextricable... mais ils ignoraient et sous-estimaient la persévérance, la volonté farouche de vaincre, de tous ceux que la camaraderie de la grande guerre avait soudés ensemble, que quinze ans de luttes politiques avaient formés et rompus à toutes les tâches.

C'est avec ces cadres qui étaient à sa disposition que le Führer entreprit la lutte pour l'âme et l'unité du peuple allemand. Bref... pour la communauté nationale.

A 101819

H4780-0022B

Les gens ne manquaient pas qui nous prédisaient, surtout en France : « Jamais vous n'arriverez à vous débarrasser des Juifs, l'Allemagne fera inévitablement faillite quand elle voudra se séparer de ceux qui tiennent en mains les cordons de la bourse et qui représentent l'intelligence du pays. »

Nous avons prouvé à ceux-là que le commerce, l'industrie, toute la vie nationale, peuvent marcher sans les Juifs, et en éliminant définitivement cette fausse intelligence, cet élément de destruction et de corruption de partout où il pouvait infiltrer son venin dans la formation spirituelle et intellectuelle du pays, nous avons jeté les premières bases de la réforme de l'âme allemande que cinquante ans d'influence juive avaient déformée et corrompue à un degré incroyable.

Mais le national-socialisme avait d'autres ennemis, parmi lesquels un farouche : le communisme.

En retirant l'ouvrier allemand systématiquement à l'influence de tous ces agitateurs juifs ou étrangers ; en lui prouvant que cette thèse de destruction du bolchevisme juif dont il se faisait l'adepte, que cette thèse de luttes des classes qui devait dresser, les armes à la main, les uns contre les autres, ceux qui durant la grande guerre étaient dans les mêmes tranchées, avaient subi les mêmes souffrances, était fausse... en lui prouvant que le national-socialisme ne se dresse pas contre la classe ouvrière, et en lui prouvant par des actes, et non par des paroles, que le national-socialisme en créant la communauté rendait l'ouvrier optimiste en lui faisant perdre ses complexes d'infériorité, et en lui procurant cette justice sociale pour laquelle après tout il avait lutté

A 01820

H4780 – 0023

depuis qu'il était ouvrier, nous avons ramené le communiste à nous, et depuis, le communiste allemand a pu se rendre compte que le pays du vrai socialisme est, non pas l'U. R. S. S., mais l'Allemagne nationale-socialiste qu'il a aidé à édifier depuis 1933, et si nous avons réussi à donner à l'ouvrier allemand cette fierté nationale, cet esprit de la collectivité, c'est que l'ouvrier allemand s'est trouvé en face d'un édifice qu'il a contribué à bâtir de ses propres mains.

C'est là la grande différence entre le communisme et le national-socialisme. Le communisme en appelle aux instincts les plus bas de la créature humaine, pour détruire ce qui existe, pour exterminer ce qu'il appelle les ennemis de la classe ouvrière, l'histoire du communisme ou l'histoire de cette combinaison judéo-bolcheviste n'est qu'une liste interminable de crimes et d'atrocités, qu'un sort clément vous a épargnés en France.

Relisez, à l'heure actuelle, la nombreuse littérature sur la Révolution russe en 1917... relisez les atrocités commises par les communistes hongrois du temps de Bela Khun. Rappelez-vous les crimes perpétrés en Espagne et relisez les atrocités commises par eux aujourd'hui en Ukraine dans leur retraite devant nos troupes victorieuses et vous comprendrez facilement pourquoi je dis que le communisme en appelle aux instincts les plus bas, à ces instincts qui font de l'homme l'égal de l'animal, pour défendre une cause qui est condamnée à l'échec parce que destructive et indéfendable.

Les ouvriers français n'y sont pas arrivés malgré toute cette agitation judéo-bolcheviste qui s'est déversée durant des années sur vous ; ils

A 101821

H4780 – 0024

ont gardé en eux, dans le fond de leur cœur, cette propreté et cette noblesse. dignes de l'histoire de la France qui les amènera à refaire une France nouvelle dans les idées socialistes du nouvel ordre en Europe.

IV

Malgré les résultats prodigieux obtenus en quelques années par le national-socialisme, il est un argument dont ses ennemis usent et abusent :

— C'est, disent-ils, un régime imposé par la force. Hitler ne règne que par la contrainte.

Par deux exemples, laissez-moi faire justice de cet argument spécieux.

Nombreuses étaient après la grande guerre, en France, comme en Allemagne, les voix qui s'élevaient contre la dénatalité, nombreux étaient les gens qui dessinaient avec les couleurs les plus noires le danger de cette déficience ; cependant, la dénatalité, de même que la natalité, du moins dans deux pays civilisés comme le vôtre et le mien, s'expliquent la plupart du temps assez facilement par des facteurs matériels. Prenez, par exemple, deux jeunes gens se mariant : lui, sans situation bien déterminée, sans métier bien défini, et elle à peu près pareille. Le premier problème qui se pose est la question des enfants. A deux cela va encore, on se débrouille assez facilement, on arrivera, quoi qu'il advienne, toujours à joindre les deux bouts, mais dès qu'il y a des enfants, ou dès qu'il est question d'en avoir, le problème se corse, car avoir un enfant, cela comporte tout de même des responsabilités. Un enfant n'est pas

A 21822

H4780 – 0025

comme un petit chien que l'on garde tant qu'on peut et qu'on donne à la voisine ou à l'asile quand cela ne va plus ; un enfant il faut l'élever, il faut le nourrir, il faut s'occuper de son éducation, de son instruction, bref... c'est une responsabilité, qui devient d'autant plus grande qu'on met plus d'enfants au monde. Dès sa naissance cet enfant devient membre de la collectivité nationale qui fait valoir des droits et qui a de grandes obligations. L'État doit intervenir, tout l'engrenage de la législation se met en mouvement pour s'occuper de cet enfant, pour en faire un membre sain et actif de la collectivité. On a toujours pu constater, et c'est un nouveau facteur qui entre en jeu, que la question de la natalité n'est pas toujours et obligatoirement subordonnée aux questions matérielles de l'existence, — vous avez beaucoup de gens immensément riches qui n'en ont pas ou très peu, et vous avez des familles de paysans ou d'ouvriers qui en ont neuf ou dix — mais plutôt aux réflexions d'ordre pratique. — Encore faut-il que je fasse là une marge au profit de la conscience, car il est prouvé que la natalité des familles d'ivrognes ou autrement tarées est ou peut être effrayante, je parle seulement des gens qui sont conscients de ce qu'ils font, le facteur « confiance » revient à l'ordre du jour, et cette fois-ci c'est la confiance en l'avenir.

Les statistiques nous ont permis de constater que la confiance du peuple en l'avenir se laisse automatiquement vérifier par deux facteurs spécifiques : le premier, l'augmentation des naissances et le deuxième, l'augmentation de l'épargne.

D'une conférence faite à Paris à la Maison de la Chimie par le docteur Conti, chef de la Santé

A 01823

H4780 – 0026

publique du Reich, voici ce que j'en extrais :

Le peuple allemand, en tenant compte de la courbe descendante de sa dénatalité entre 1917 et 1932, quinze ans... quinze classes creuses... avec cela un état de santé général désastreux, pouvait donner chez l'observateur étranger l'impression que l'Allemagne ne se relèverait jamais. Cependant il a suffi d'éveiller le peuple allemand, de lui donner une nouvelle conception du monde, un idéal, une chose à laquelle il pouvait se cramponner, en laquelle il pouvait avoir confiance, bref... il a suffi de grouper le peuple allemand autour d'un chef, autour d'une personnalité exceptionnelle pour effacer les funestes transformations qu'il avait subies, mais qui, loin de constituer une décomposition de son essence, n'étaient en réalité que des phénomènes purement extérieurs.

Un fait prouve donc mieux que tout autre le degré d'énergie vitale et de confiance dans l'avenir du peuple allemand : c'est l'augmentation du chiffre de ses naissances. En examinant la courbe d'évolution, il faut constater qu'en 1932 l'Allemagne était au bord d'un précipice ; elle ne s'est arrêtée qu'au dernier instant.

En 1932, le chiffre des naissances en Allemagne s'élevait à moins d'un million, c'est-à-dire à moins de la moitié du chiffre relevé vers 1900. De même qu'en France, cette chute ne semblait pas devoir prendre fin, et selon l'opinion des hommes de science du monde entier, un peuple civilisé n'était pas en mesure de mettre un terme à une telle chute, une fois qu'elle était commencée.

Le peuple allemand a donné la preuve du contraire : le chiffre de ses naissances s'est élevé de neuf cent mille en 1933 à seize cent quarante-cinq

A 101824

H4780 – 0027

mille en 1940, et le docteur Conti a même mentionné, en souriant, que le chiffre des naissances en 1940, en pleine guerre, a dépassé celui de 1939, de douze mille.

Il est vrai que ces chiffres-là ne sont pas uniquement l'expression de la vitalité du peuple allemand. Ils renferment également, de la part du gouvernement et de la part des organismes du parti nazi, une somme immense d'efforts pour le bien-être de la famille, pour le bien-être de la mère, comme pour celui de l'enfant. Ces chiffres sont aussi l'expression de l'effort immense entrepris pour le relèvement et le maintien de l'état sanitaire du peuple allemand. La mortalité des nourrissons, par exemple, accuse une régression constante : en 1940, les statistiques indiquent une mortalité de 6,3 % pour 7,9 % en 1932. En pleine guerre, dans le deuxième trimestre de 1941, nous avons atteint en Allemagne le minimum record de 5,7 %. La France, en 1938, accusait une proportion de 6,6 %. Ces chiffres prouvent deux choses ; la renaissance du peuple allemand amorcée en 1933, la renaissance non seulement dans les domaines économiques et financiers, mais la renaissance des forces physiques et organiques du peuple allemand. Ces chiffres constituent la preuve irréfutable qu'un peuple qui a un but, qu'un peuple qui a confiance dans son avenir, est invulnérable aux duretés et aux sacrifices que les tâches qu'il s'astreint à remplir peuvent lui imposer.

A 101825

H4780 – 0028

V

Maintenant que nous avons établi la différence essentielle entre le communisme et le national-socialisme, réglons une question qui, je le sais, a en son temps, surpris et inquiété bien des Français amis de l'Allemagne.

Comment se fit-il que le Reich signa, en août 1939, un pacte avec Staline ?

Le problème, en effet, mérite qu'on s'y arrête longuement, car il éclaire d'un jour singulier ce qu'était l'Europe avant cette guerre.

Peu de gens en France et en Angleterre furent assez raisonnables pour reconnaître que c'était la politique d'encerclement anglo-française qui avait obligé le Reich à envisager cet accord, et ce ne sont certainement pas les dirigeants français et anglais de cette époque qui figurèrent parmi ces quelques raisonnables.

Les bellicistes au pouvoir en France et en Angleterre, qui voulaient eux-mêmes, jusqu'à la dernière minute, faire entrer la Russie soviétique dans le système d'encerclement de l'Allemagne, furent terriblement déçus quand l'Allemagne prit les devants. Et c'est eux qui se mirent les premiers à crier : « Au voleur » et qui accusèrent le gouvernement allemand d'avoir trahi, par ce pacte qu'ils n'avaient pu conclure eux-mêmes, la cause du national-socialisme et de l'Europe toute entière.

En réalité, les dirigeants français et anglais n'avaient aucun droit de reprocher au Reich cette mesure de défense contre l'encerclement projeté par eux.

A 101826

Si eux, les maîtres des destins de la France et de la Grande-Bretagne, n'avaient pas recherché si assidûment l'alliance russe de leur côté, ils n'auraient pas obligé l'Allemagne à conclure ce pacte.

Voulez-vous savoir exactement pourquoi les dirigeants français et anglais furent si terriblement surpris et déçus de la signature de ce pacte ? C'est parce qu'ils n'avaient jamais envisagé la possibilité d'un accord germano-russe.

Connaissant les habitudes politiques des maîtres du Kremlin, ils croyaient savoir qu'un tel accord comporterait certains risques que le Reich, toujours à leur avis, n'oserait jamais courir.

Seulement, ces gens qui, à tout propos, aimaient citer *Mein Kampf*, quand ça les arrangeait, ne l'avaient certainement pas bien *lu* ; sinon ils auraient pu se rendre compte que le Führer lui-même avait défini ce côté du problème en disant justement dans *Mein Kampf* :

« Les dirigeants actuels de la Russie n'ont point l'intention d'entrer de façon honnête dans un pacte quelconque et surtout de l'observer. »

Donc, le fait de signer un accord avec la Russie soviétique qui, pour le co-signataire russe, avait le but évident de prolonger la guerre, afin d'affaiblir l'Europe entière, constituait un risque pour le Reich, d'autant plus qu'il était peu probable que l'U. R. S. S. signerait un tel pacte sans réserve mentale.

Mais je répète : si l'Allemagne a signé un pacte, c'est grâce à la politique d'encerclement des cabinets de Londres et de Paris, et j'en conclus que personne en France et en Angleterre n'a le droit de s'en indigner. Au contraire, si l'Alle-

A 101827
H4780 – 0029

magne était contrainte à tolérer, sans pouvoir à ce moment s'y opposer, la guerre russo-finlandaise, l'annexion par l'U. R. S. S. des Pays Baltes, de la Bukovine et de la Bessarabie ; si au nom de l'Europe nous avons dû supporter tout cela, c'est grâce à Churchill, Raynaud, Daladier et Mandel, grâce à leurs méthodes criminelles ; c'est à eux, et à juste titre, que le Reich attribue la cause des souffrances de ces petits pays.

Si l'Allemagne en 1939 n'était pas en état de se défendre comme elle l'aurait voulu, pour le bien de l'Europe, contre les Blum et les Staline à la fois, à l'heure actuelle, l'Allemagne a la force suffisante pour pouvoir assurer la protection définitive de tous les pays européens si cela est nécessaire. Il faut que l'Allemagne vive pour les aider efficacement et elle vivra, soyez-en sûrs.

C'est bien souvent en crispant les poings que nous avons tous supporté les conséquences indirectes des méfaits politiques de vos maîtres d'antan.

D'autre part, pendant que le Reich, bon gré mal gré, observait loyalement ses engagements vis-à-vis de Moscou, Moscou, par tous les moyens, essayait de lui mettre des bâtons dans les roues. Partout où le Reich devait contre-attaquer les troupes britanniques, les Soviets tentaient de se mettre en travers de son action, ou par des protestations, ou en fomentant des agitations contre les gouvernements des Balkans amis du Reich — ou, enfin, en excitant les insurgés serbes à l'opposition militaire, en signant avec eux un pacte d'amitié et en leur faisant la promesse de leur envoyer des renforts.

Si donc, à l'heure actuelle, il y a des Français

A 01828
H4780 – 0030

qui entendent blâmer le Reich pour avoir dénoncé un pacte qui voilait, de plus en plus mal, des intentions peu honnêtes du côté soviétique, je ne leur dis que ceci : « Vous savez que, lors de son séjour à Berlin, M. Molotov avait exigé du Reich de tolérer la soviétisation de la Bulgarie, de tolérer une nouvelle guerre russo-finlandaise, de tolérer la continuation du chantage contre la Roumanie, de tolérer la prise par l'U. R. S. S. des Dardanelles au détriment des Turcs. Alors, franchement, sachant tout cela, à l'heure actuelle, n'avez-vous pas honte ?

D'ailleurs, je suis persuadé que, dans le fond de son être, le Français est essentiellement antibolcheviste. Vous avez connu de trop près le danger bolcheviste. Vous n'avez pas oublié l'agitation moscovite en France contre laquelle M. Laval, en 1935, a en vain élevé les protestations les plus véhémentes. Vous assistez avec mépris à la distribution des tracts bolchevistes qui, sous le prétexte de s'opposer à l'armée occupante, menacent la paix et l'ordre de vos foyers.

Ils n'y arriveront pas tant que le Reich veille sur l'ordre en Europe.

Le bolchevisme juif ne prendra pied ni en France, ni ailleurs. Le chantage judéo-bolcheviste a échoué, d'ores et déjà ; contre les maîtres-chanteurs du Kremlin, les armées allemandes défendent l'Europe et le vrai socialisme.

H4780 – 0031

VI

« Que Hitler soit un grand Allemand, j'en conviens, m'écrivit un ami français, quelque temps avant Montoire. Mais comment ne pas le

A 101829

H4780 – 0032

classer parmi les ennemis de la France, après ce que dans *Mein Kampf* il a écrit sur notre patrie? »

Cet argument fut savamment entretenu dès avant la guerre, par les judéo-marxistes, et pourtant la réfutation est bien simple ; mais pour le comprendre, il faut un peu de mémoire... et de bonne foi.

Examinons ce que *Mein Kampf* contient d'immuable et ce qu'il dit au moment où il a été composé.

Avant de faire ce tour d'horizon des relations franco-allemandes, depuis l'occupation de la Ruhr jusqu'à Montoire, je vais rappeler la question qu'a posée le Führer en 1936, en présence d'un journaliste français : « Au lieu de vous livrer à des devinettes psychologiques à mon égard, ne feriez-vous pas mieux de raisonner en usant de cette fameuse logique à laquelle les Français se déclarent si attachés ? »

C'est avec cette logique, sans parti pris ni préjugés, que nous allons discuter cette phrase de *Mein Kampf*.

Considérons, tout d'abord, l'époque à laquelle le jugement sévère à l'égard de la France fut conçu puis son esprit par rapport à la doctrine nationale-socialiste.

En 1923, époque où le gouvernement français avait ordonné, trois ans après la conclusion de Versailles, l'occupation militaire de la Ruhr. Rappelez-vous comment le Führer l'a définie dans une interview, donnée à un journaliste français, en 1936 :

« J'étais en prison quand j'ai écrit ce livre, dit-il. Les troupes françaises occupaient la Ruhr. C'était le moment de la plus grande tension entre

A 91830 3

H4780 – 0033

nos deux pays. Oui, nous étions ennemis! Et j'étais avec mon pays comme il sied, contre le vôtre — comme j'ai été avec mon pays contre le vôtre durant quatre ans et demi dans les tranchées. Je me mépriserais si je n'étais pas, avant tout, Allemand, quand vient le conflit. Mais, aujourd'hui — a ajouté Hitler en 1936 — il n'y a plus de raison de conflit. »

De ces paroles magistrales du Führer, se dégage déjà une première vérité, essentielle pour la compréhension du jugement de la France dans *Mein Kampf*. Vous pouvez en déduire que ce jugement n'appartient pas à la partie doctrinale de ce livre — il n'est pas compris non plus dans les vingt-cinq points du programme national-socialiste — mais il était conditionné par la situation créée par la France.

Mais — me direz-vous, toujours fidèles à ce qu'ont écrit les journalistes français d'autrefois, qui, d'ailleurs, n'ont jamais osé faire connaître les paroles d'Hitler *in extenso*, mais ne vous en ont reproduit que des extraits tendancieux — « pourquoi le Führer, afin d'effacer tout ce qui pouvait choquer la France, n'a-t-il pas rectifié *Mein Kampf* dans les éditions ultérieures ? »

Je réponds en citant textuellement les paroles prononcées par le Führer en 1936, au cours d'une interview où la même question lui fut posée :

« Vous voulez que je fasse des corrections à mon livre, comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses œuvres, mais je ne suis pas un écrivain. Je suis un homme politique. Ma rectification, je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure, toute tendue vers une amitié avec la France! Si je réussis le rapprochement

A 101831

H4780 – 0034

franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi! Ma rectification, je l'écrirai dans le Grand Livre de l'Histoire... »

Cette réponse touche vraiment le fond du problème. « Si je réussis le rapprochement franco-allemand », dit-il. C'est-à-dire que le rapprochement franco-allemand une fois établi sur des bases stables, garanti dans sa continuité, le Führer sera prêt à inscrire sa rectification dans le grand livre de l'Histoire.

Un an après la proclamation par le Führer du programme des treize points, dans lequel il s'engagea, au nom du Reich allemand, à participer à tout moment à un système de coopération collective, à la seule condition que fût reconnue à l'Allemagne l'égalité absolue des droits... un an après cette offre allemande qui ne fut jamais acceptée — ni même discutée — par ses adversaires, Adolf Hitler fit à Francfort la déclaration suivante :

— Je serai prêt, à tout moment, à conclure un accord avec le gouvernement français. Nous en appelons aux deux peuples. Je pose au peuple allemand la question que voici : « Peuple allemand, veux-tu qu'entre nous et la France soit enfin enterrée la « hache de guerre », et que s'établissent la paix et l'entente ? Si telle est ta volonté, dis « Oui ».

Telles ses paroles ...tels furent ses actes. Un vaste mouvement de rapprochement franco-allemand fut créé dans le Reich, qui fit tout pour resserrer le contact entre les représentants de la jeunesse, des anciens combattants et des diverses professions des deux pays.

En même temps, et en premier lieu, on com-

A101832

H4780 – 0035

mençait à faire pénétrer dans l'esprit des Allemands qui, jusque-là, étaient forcément hostiles à la France, l'idée d'une meilleure compréhension entre Français et Allemands.

La preuve de cette transformation profonde de l'esprit allemand, on peut la voir quotidiennement dans la correction et la cordialité des troupes allemandes cantonnées en France, envers vous.

En France, hélas ! les hommes politiques n'ont jamais tenté de refaire l'esprit français à notre égard. Toutes les offres d'Adolf Hitler furent rejetées. Munich resta sans lendemain, et la déclaration de guerre française au Reich, accompagnée des fanfares maurrassiennes encouragées par Paul Reynaud, en vue du démembrement total de l'Allemagne, semblaient fatidiquement justifier le jugement sévère que le Führer avait prononcé à l'adresse de la France occupant la Ruhr.

***

Nous avons pu constater ainsi que ce ne fut pas à Adolf Hitler de rectifier sa conception, mais plutôt aux gouvernements successifs de la France. Hitler n'a, d'autre part, pas épargné ses avertissements à leur intention.

Ainsi, dit-il le 16 novembre 1933 déjà..., dans une interview accordée à M. de Brinon : « ...Si la France entendait fonder sa sécurité sur l'impossibilité matérielle pour l'Allemagne de se défendre, il n'y avait rien à faire. Pas un Allemand pour la guerre, poursuit-il, mais pour la défense, tout le peuple. »

Le 3 septembre 1939, l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne rendant, de

A 91833

H4780 – 0036

ce fait, vains tous les efforts préalables du Führer tendant à éviter à nos deux pays une nouvelle effusion de sang.

Pourtant, dès la guerre franco-allemande terminée par la victoire allemande, le Führer revint une nouvelle fois à ses désirs : voir se rapprocher nos deux peuples. D'abord, ce fut l'armistice, sans humiliation pour le vaincu, sans atteinte à l'honneur français, et puis Montoire, fait unique dans l'Histoire du Monde!

Pour comprendre le geste de Montoire, il faudrait connaître au moins « grosso modo » le programme du parti national-socialiste, d'où découle logiquement la conception de la politique européenne allemande.

Le premier point du programme national-socialiste concerne l'unité ethnique de l'Allemagne ; le second vise à établir son unité morale et raciale ; un autre point concerne les clauses du traité de Versailles ; le quatrième point supprime les écumeurs de l'épargne et les spéculateurs, fauteurs de guerre. Un autre point vise à la destruction de la haute finance ; d'autres enfin, à l'amélioration du niveau de vie des masses ouvrières et à la réconciliation des classes.

Telle est, en peu de mots, la doctrine nationale-socialiste appliquée par Hitler depuis 1933... Mais, peut-être penserez-vous, qu'est-ce que cette doctrine a à voir avec le destin de la France ?

Dès le 7 mars 1936, le Führer a abordé cette question primordiale :

— J'ai cherché à résoudre en Allemagne, dit-il, les problèmes d'une haineuse théorie de lutte des classes dans le sens d'une raison supérieure, et j'y suis arrivé !... Pourquoi, en dégageant les

A101834

antagonismes généraux entre nations et États de l'Europe des sphères de la déraison et de la passion, ne les placerait-on pas sous le jour apaisant d'une compréhension supérieure ?

Voilà l'idée de Montoire... Voilà l'Europe future.

Si donc, pour en revenir au livre *Mein Kampf*, vous jugez les événements et les choses avec la clarté et la logique dont vous êtes capables, vous comprendrez qu'après le 13 décembre — comme autrefois après la Ruhr — ce n'est pas Hitler qui a changé d'avis, mais bien la France.

Il m'est pénible de le constater, mais les faits sont pourtant toujours les mêmes... C'est la France qui occupa la Ruhr en 1923, c'est la France qui repoussa après 1933 toutes les offres d'entente du Führer... qui laissa Munich sans lendemain... C'est la France qui déclara la guerre au Reich en 1939... et c'est la France qui répondit à Montoire par le coup d'État du 13 décembre.

Nous autres, Allemands, nous croyons comprendre qu'aujourd'hui, ce n'est plus la France entière qui persiste dans les erreurs du passé, et nous considérons les mouvements de rapprochement et de collaboration comme un vaste referendum en faveur de l'ordre nouveau en Europe.

Que la France se rallie à la cause de l'Europe nouvelle, c'est le seul chemin et la seule condition qui permettront à Adolf Hitler de réaliser ce qu'en 1936 il a déclaré à l'un de vos compatriotes : « Ma rectification, je l'écrirai dans le Grand Livre de l'Histoire. »

A 101835

H4780 – 0037

H4780 – 0038

DEUXIÈME PARTIE

VII

Maintenant que je vous ai décrit ce qu'est l'Allemagne actuelle, et qu'aussi j'ai dissipé un malentendu soigneusement entretenu par les Juifs, laissez-moi pénétrer plus avant dans ce problème du résultat duquel dépendent l'Europe nouvelle et les relations franco-allemandes.

Pour cela, il faut d'abord que nous fixions ce que devra être la mission de la France en face de la révolution européenne.

On nous demande souvent à nous Allemands, ce que nous entendons par la notion de révolution et notamment pourquoi nous nous glorifions de notre titre de révolutionnaires.

Animé du simple désir d'expliquer aux Français les lois et les nécessités, de même que les symptômes de la révolution entreprise par les Allemands, je ne peux mieux faire que d'attirer leur attention sur les faits révolutionnaires de cette guerre même, sur des faits que pourtant vous connaissez, que vous avez vécus et qu'en partie vous vivez encore, sans peut-être les juger toujours à leur juste valeur.

Je précise : si moi, Allemand, je suis à même de vous expliquer à vous Français, en pleine guerre, — car l'armistice n'est pas encore la paix — si je puis attirer vos regards vers ce qu'il y a de commun entre les intérêts de nos deux peuples, c'est déjà un fait révolutionnaire.

A 01836

Si, de plus, des relations directes existent entre la France et l'Allemagne qui sont, je le répète, toujours des belligérants, c'est encore un fait inconnu jusqu'à présent dans l'Histoire, donc un fait révolutionnaire.

Si ensuite, en pleine guerre, les prisonniers français reviennent dans de larges proportions reprendre leurs places à leurs foyers et contribuer ainsi, pour une part importante, au redressement français, qu'est-ce d'autre qu'un fait inédit et en même temps révolutionnaire ?

Je pourrais citer bien d'autres exemples tout aussi symptomatiques, lesquels ne feraient que souligner le caractère non impérialiste, mais bien révolutionnaire, que le Reich allemand a su donner à cette guerre.

Mais je me contenterai de donner les exemples les plus significatifs : les autorités allemandes ont conclu, avec les autorités françaises, dans une étendue toujours croissante, maints accords commerciaux qui ont mis un terme au chômage dans bien des domaines de la vie économique française.

Mais il y a mieux encore. Même en pleine guerre, l'observateur objectif a déjà pu constater des actes inspirés de l'esprit révolutionnaire allemand. En effet, nos troupes durant les opérations militaires en France ont épargné, grâce à une stratégie voulue et dans la mesure du possible, l'élément le plus précieux de votre nation : le sang français.

La correction des troupes d'occupation allemandes envers la population civile est un fait. Il ne me reste qu'à vous citer, dans cet ordre d'idées, encore un geste sans précédent dans l'histoire : celui de Montoire.

A 101837

H4780 – 0039

H4780 – 0040

Croyez-vous que tous ces faits, qu'aucune personne de bonne volonté ne saurait contester, auraient été possibles sans l'appui d'une armée victorieuse révolutionnaire et non pas impérialiste ?

Tout ceci, je vous le cite seulement comme exemple, comme un symptôme. Car la vraie révolution, dont la lutte contre le système capitaliste n'est forcément que l'aspect destructif, eh bien! cette révolution, longtemps désirée par les meilleurs esprits de l'Europe, longtemps préconisée par les Français les plus qualifiés, cette révolution va achever la communauté de l'Europe. Cette révolution, qui se fera sur le plan politique aussi bien que dans le domaine économique, profitera à nous tous. Elle ne sera ni allemande, ni française, mais européenne. Plus d'intervention étrangère, l'Europe sera aux Européens. Plus de frictions, plus de litiges sanglants sur notre continent! Une prospérité générale, garantie par une réforme sociale, par une mise en valeur rationnelle et commune des richesses, et enfin par une liberté équitablement répartie. Voilà les bases stables et prospères du nouvel ordre en Europe... Français ! que pourriez-vous demander de plus, puisque les meilleurs de vos esprits ont toujours préconisé ce noble idéal ? Qui, en effet, pourrait refuser son plus chaleureux concours à pareille révolution profitant à tous ? Qui, d'ailleurs, paierait, dans ces conditions, les frais de cette guerre, sinon nous tous ? Qu'est-ce que les Bernheim, les Bernstein, les de Gaulle même, peuvent opposer de vrai, de fertile, de concret à cette révolution européenne ?

Mais... il y a aussi un mais. Chaque révolution

A 101838

H4780 – 0041

a ses lois, invariables d'ailleurs, qu'il s'agisse des sans-culottes français ou des nationalistes allemands. Ce « mais » catégorique, le voici : aucun esprit révolutionnaire, quel qu'il soit, n'admet la défiguration du sens même de sa révolution, serait-ce par des obstructions systématiques ou par des combinaisons. La révolution de l'Europe, dont la première partie, la destruction du capitalisme, est déjà acquise, est une révolution essentiellement sociale. Elle exige catégoriquement, elle exige de nous tous que l'intérêt commun passe devant l'intérêt particulier. Par conséquent, quiconque chercherait à la dénaturer en en faisant une combinaison profitable à ses seuls intérêts particuliers, serait fatalement écrasé.

Français que nous ne voudrions pas considérer comme ennemis, mais comme partenaires de la révolution européenne, ne gâchez pas cette révolution qui sera la vôtre comme elle est la nôtre.

Un économiste allemand a souligné, au début de 1941, la seule chose qui importe pour nous tous : l'Allemagne révolutionnaire veut dominer sa victoire si vous êtes prêts à dominer votre défaite. Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, pour nous, Allemands, de vaincre. Il ne s'agit pas, non plus, pour vous de perdre la guerre. Il importe seulement que l'Europe la gagne.

Les vainqueurs de 1919 n'avaient pas réussi à faire disparaître la notion affreuse, le sentiment décevant de la défaite. Seule une révolution, celle que nous avons entreprise, peut combler le fossé entre vainqueurs et vaincus.

Chaque jour qui s'écoule conduit les troupes révolutionnaires allemandes plus près de la victoire finale. Cette victoire, nous ne la considère-

A 101839

H4780 - 0042

rons comme complète qu'à l'instant où l'ordre nouveau, auquel la France doit participer, sera établi.

VIII

Ce n'est pas à un étranger de définir à la France la voie révolutionnaire dans laquelle elle doit s'engager. Mais il doit préciser un fait certain, inéluctable : c'est que l'Europe future sera socialiste. Cette guerre aura définitivement anéanti le capitalisme libéral.

Encore faut-il que ce socialisme ne soit pas superficiellement posé sur l'âme du pays auquel il s'adresse. Il doit puiser sa force dans l'âme même du pays. Il s'agit, pour la France, d'avoir *son* socialisme et non pas d'être esclave d'un marxisme d'essence juive.

Beaucoup d'entre vous, quand je définis la différence entre le marxisme international pessimiste et le socialisme national optimiste, tel que nous l'avons vécu en Allemagne, se mettent sûrement à réfléchir et trouvent que, dans le fond, il y a une analogie frappante entre les problèmes sociaux de l'Allemagne d'autrefois et de la France d'aujourd'hui.

Ils n'ont pas tort, car ce que vous vivez en ce moment, nous l'avons vécu, les peines et les soucis que vous avez, nous les avons eus, et quand on est tant soit peu psychologue, que l'on se donne la peine d'étudier l'âme de l'ouvrier, que l'on se donne la peine de chercher une réponse aux pourquoi de la plupart des réactions de l'ouvrier, on arrive fatalement à se poser cette question

A 21840

H4780 – 0043

inévitable : Pourquoi y a-t-il cette lutte des classes en France ?

J'ai longuement réfléchi sur les questions sociales en France ; j'aime à discuter avec l'ouvrier, car étant un socialiste passionné, je suis toujours près de ceux qui, avec les paysans, forment les piliers de la nation ; ouvriers et paysans sont et seront toujours mes frères... et leurs peines seront toujours les miennes.

Maintenant, je sens la réaction de pas mal d'ouvriers français que, pour ce genre de questions, gêne le doctorat qui orne mon nom... ils me voient avec un faux col immense et portant des lunettes, le visage pâli par les nuits passées dans les salles de rédaction. Conscients de leur esprit de classe, ils diront : « Oh! qu'il nous f... la paix, ce socialiste à la manque... »

Mais puisqu'il est convenu que nous discuterons toujours en toute franchise les problèmes qui nous occupent, je vais vous faire une confidence... Malgré mon doctorat, j'ai été ouvrier comme vous, j'ai travaillé comme vous, j'ai eu les mêmes peines, les mêmes soucis que vous... j'ai peiné comme vous en salopette et en savates, et je ne m'en sens pas plus mal pour cela, bien au contraire... C'est cela qui a contribué à forger les liens qui m'attachent à la classe ouvrière, et c'est cela qui me permet, ouvriers, de vous tenir le langage que vous comprenez.

Il y a des gens qui se demandent pourquoi vous êtes marxistes, pourquoi vous êtes communistes, pourquoi il y a éternellement cette haine entre vous et le patronat, entre vous et ce que vous appelez ta classe possédante... et qui feignent ne pas le comprendre... je ne suis pas de ceux-là. La preuve

A 101841

H4780 – 0044

en est très facile car on n'a jamais essayé d'établir entre le patronat, la classe possédante et la classe ouvrière cette compréhension, cette confiance mutuelle, cette ambiance sans lesquelles on ne peut pas s'entendre — je dirai même plus : cet état d'esprit grâce auquel on peut faire des merveilles dans le domaine du travail et du rendement.

Les torts sont des deux côtés : du côté du patronat, parce que, dans un esprit par trop capitaliste, la classe possédante gardait jalousement ses prébendes, ne cédant qu'aux pires des grèves, et seulement pas à pas ; du côté de la classe ouvrière parce que, saoulée par des slogans ronflants qui n'avaient rien de français et qu'elle ne comprenait pas toujours dans l'empêtrement des dogmes marxistes. Guidée par de mauvais bergers, la classe ouvrière s'est laissée entortiller lentement mais sûrement dans un mélange de pessimisme, de haine et de complexe d'infériorité, qui la rendait de plus en plus aigrie et inapte à toute entente.

Et pourtant, ce pessimisme, cette aigreur, ce complexe d'infériorité à l'égard de ceux qui sont plus fortunés que vous, se comprennent. Quand on vit dans un taudis avec une femme et quatre gosses... lorsque, pour leur donner à manger, on travaille du matin au soir et du soir au matin, dans des conditions infectes, dans des ateliers ou sur des chantiers malpropres, mal aérés, mal éclairés, quand on sent qu'on est considéré comme une bête de somme par ceux qui vous font travailler, on perd automatiquement tout optimisme, toute confiance en une justice humaine... on se considère comme un damné de la terre, et on devient fatalement prolétaire avec tout ce qui s'ensuit...

A 101842

H4780 – 0045

on n'aime plus personne, on n'aime même plus sa propre patrie... on se jette dans les bras du marxisme international... on rêve de révolution sanglante... on veut tout casser, tout démolir sans pouvoir se dire exactement ce qu'on aura après... Mais ça, on s'en moque... Il y aura toujours quelque chose de changé en mieux ou en plus mal... et ça n'a plus d'importance, après tout!

Quand, en 1933, Adolf Hitler a pris le pouvoir, il s'est trouvé devant une situation qui pouvait paraître aussi inextricable que celle de la France à l'heure actuelle, à la différence près que nous avions sept millions de chômeurs, quelques millions de communistes et, point important, personne ne nous offrait de collaborer avec nous!

Je vous ai expliqué, dans un précédent chapitre, en peu de mots, comment le Führer est arrivé à se rendre maître de la situation, et je vous ai dit en plus qu'il ne s'agit nullement pour la France de copier aveuglément ce que nous avons fait, mais sur le chemin à prendre pour se diriger vers un socialisme qui rende justice à tout le monde, il convient peut-être de profiter de nos expériences.

Vous avez adhéré au communisme parce que vous aviez espéré qu'il vous rendrait justice et qu'il améliorerait votre situation. Cette expérience n'a pas réussi, vous ne vous en êtes peut-être pas encore rendu compte, mais cela viendra. L'ouvrier allemand qui, autrefois, était aussi communiste et peut-être même plus communiste que vous, a compris... Il a compris parce qu'il s'est rendu à l'évidence, et tous ceux parmi vous qui ont été en Russie soviétique, qui ont su regarder autour d'eux et qui ne se sont pas laissés aveugler ou

A 101843

H4780 – 0046

saouler par les beaux slogans, et qui ne se sont pas laissés tromper par la vue de quelques villages de Potemkine, mais qui ont fait leurs comptes en toute clarté d'esprit, en toute logique, ont compris que le communisme en Russie soviétique — qui n'est qu'une combinaison judéo-bolcheviste — n'a réussi en vingt-quatre ans d'existence, malgré la richesse de son sol, qu'à passer d'une famine à l'autre, à appauvrir son peuple encore plus qu'il ne l'était avant.

Et tout le reste n'est que du bluff et de l'attrape-nigaud. Tout ce que le communiste sait faire, c'est détruire, et les faits sont là : depuis qu'il existe, il n'a cessé de détruire et d'essayer de détruire, mais il n'a jamais rien construit.

Le communisme ne vous mènera donc qu'à la misère et je suis convaincu que le nombre de ceux qui feront leur cette vérité augmentera de jour en jour.

Dans les lettres que j'ai reçues venant d'ouvriers français, on m'a souvent posé cette question : « Ne croyez-vous pas que cet ordre nouveau dont vous nous parlez permettra au patronat de reprendre de la bande et de nous priver à nouveau des quelques avantages que nous avons pu obtenir avec tant de peine ? Que vont devenir nos vacances payées et la semaine de quarante heures ? » A cela, je peux vous répondre : « Je suis convaincu que cette communauté nationale que nous avons en Allemagne, vous l'aurez aussi en France ; je suis convaincu que vous aurez vos habitations ouvrières ; je suis convaincu que vous aurez la beauté du travail comme nous l'avons en Allemagne, et qu'alors, sachant que vous, comme le patronat, ne travaillerez que pour

A 21844

H4780 – 0047

une cause commune, pour la grande communauté nationale de la France, de ce pays que vous aimez et auquel vous êtes attachés plus que jamais, vous reprendrez de l'optimisme, de la joie de vivre ; votre vie aura à nouveau un but ; vous saurez que vous serez aussi estimés que n'importe qui; vous saurez que, dans une communauté nationale, l'homme en salopette a autant de valeur que l'homme en jaquette.

Je sais qu'une telle évolution ne se fait ni en six mois, ni en un an ; mais plus tôt vous vous attellerez à cette tâche, plus tôt vous en connaîtrez les bienfaits.

IX

La Révolution de 1789 s'est faite en trois mots : « *Liberté, Egalité, Fraternité* ». Quel sera le sens de cette devise triple dans la France de demain ? Voilà une question que je me pose depuis bien longtemps.

Je me revois arrivant en France en 1926, fraîchement débarqué d'Allemagne, d'une Allemagne en plein désordre, en pleine décomposition. J'ai vécu dans votre pays et j'ai pu le comparer avec le mien depuis 1933 et je suis arrivé à une conclusion qui m'a rempli d'une légitime fierté lorsque j'ai pu constater l'effort sain des ouvriers de mon pays.

On dit que tout homme est le produit de son entourage, de son éducation et des conditions sociales dans lesquelles il vit. Cette vieille théorie peut varier selon les circonstances, mais, dans le fond, cela revient toujours au même.

A 101845

H4780 - 0048

Ainsi, j'ai parmi tant d'autres un défaut et une qualité. Je suis doué d'un esprit de contradiction qui égale en tous points celui du Français le plus frondeur et, d'un autre côté, j'ai un certain goût pour la discipline. J'ai été élevé ainsi, ces deux caractéristiques se sont souvent mordues, mais dans le fond, je m'en suis toujours assez bien tiré.

A côté de cela, je goûte fort l'esprit d'indépendance, je m'assimile assez vite et je me fais très bien à toutes les circonstances de la vie, quelles qu'elles soient.

Donc, nanti de ce bagage, auquel viennent s'ajouter une instruction bien assise et une curiosité qui la vaut, je suis, comme je vous le disais précédemment, arrivé en France en 1926.

J'ai étudié sous tous les angles la France, sa vie, ses mœurs, la mentalité française, bref, tout ce qui m'entourait ; et j'ai surtout souvent discuté avec toutes sortes de gens.

La première observation que je devais faire, c'est que les gens qui discutaient avec moi me disaient très souvent, trop souvent même, que la France était un pays libre, que tout le monde pouvait faire ce qui lui plaisait et que c'était cela qui faisait le charme de la France et qui en faisait l'Eldorado de l'Europe. Ils me disaient que, par contre, l'Allemagne était un pays terriblement discipliné, dans lequel tout ce qui faisait le charme de la vie était défendu, « Verboten », comme ils disaient, où tout marchait au pas de l'oie et où tout s'accomplissait au rythme militaire.

Pour moi qui venais d'arriver d'Allemagne, c'était plutôt dur à entendre, car je m'étais nettement rendu compte du laisser-aller qui régnait

A 201846

H4780 – 0049

dans ma patrie et malgré toute ma bonne volonté il m'eût été difficile de me ranger à leur opinion ; mais j'avais beau leur dire tout ce que je voulais, ils n'en démordaient pas. La presse française avait bien travaillé.

Mon esprit de contradiction aidant, je me mis donc à examiner de près ce qu'était la liberté française tant vantée, par rapport à la nôtre. Je suis arrivé à cette conclusion effarante, que nous avions en Allemagne autant de liberté qu'il en faut à l'individu pour régler sa vie selon ses goûts, qu'il y en avait même trop et que la liberté française, ou plutôt cette notion de liberté, était un peu imaginaire, car elle procurait aux Français une fausse impression de la vie et de ses besoins et elle donnait à l'individu une orientation qui, tôt ou tard, certainement porterait ses fruits. En ce sens, je ne me suis pas trompé, car j'ai pu me rendre compte par la suite que cette fausse interprétation du mot liberté n'a fait que précipiter la France sur une pente fatale, dont, à l'heure actuelle, une révolution complète aura grand'peine à la faire remonter. Parlant toujours de la liberté, je me suis souvent posé la question du philosophe allemand : « Libre de quoi ou de quoi faire ? » et en la répétant à mes interlocuteurs, je leur ai toujours dit : « Méfiez-vous de ce mot qui sonne trop bien à vos oreilles, mais qui, dans le fond, ressemble étrangement à certains médicaments ou à certaines drogues qui, pris par petites doses, font du bien aux malades et qui, absorbés avec excès, finissent par les tuer. »

En Allemagne aussi ce simulacre de révolution socialiste de 1918 devait donner au peuple un surplus de liberté dont, en toute franchise, l'ab-

A 101847

H4780 – 0050

sence ne s'était jamais fait sentir. Toutes les thèses nouvelles inventées et propagées par des Juifs savants qui y voyaient le meilleur instrument pour aboutir à cette corruption qui leur était nécessaire, furent administrées à grands coups de trompettes par la presse allemande, surtout d'extrême gauche, à une foule avide de sensations nouvelles. Grâce au laisser-aller et à la perversion presque inévitables après une guerre de quatre ans de souffrances et de privations inouïes, ces nouvelles thèses de la liberté firent vite leur chemin : propagande pour l'avortement, (Ton corps est à toi), pour les théories de Freud, pour les diverses théories, toutes plus basses les unes que les autres, émanant d'une bande de pseudo-savants juifs, se succédèrent. Le cinéma, le théâtre, les revues, les music-halls, la littérature, les journaux, bref tout devait servir à infiltrer ce venin dans le peuple et à le corrompre entièrement.

Mais le « hic » de l'affaire est que jamais la masse du peuple travailleur n'a été appelée à profiter de cette pseudo-liberté, mais uniquement ceux qui en ont profité depuis que ce mot a atrophié les cerveaux du peuple; ce sont les Juifs, les politicards véreux et tous les combinards qui sont alors les rois. La véritable liberté, la liberté à laquelle les masses ouvrières ont aspiré depuis toujours, la liberté de travailler en s'assurant un revenu suffisant, la liberté de vivre dans des appartements convenables et non pas dans des taudis, la liberté d'élever des enfants dans des conditions d'hygiène et préparer une existence sans soucis pour le lendemain, cette liberté, ni la Révolution française de 1789, ni celles de 1830 et de 1848, ni celle de 1871 et encore beaucoup moins la révo-

A 1848

H4780 – 0051

lution allemande de 1918 ne la leur ont donnée.

La liberté est possible dans une communauté nationale, où chacun a la notion exacte de ses droits et de ses devoirs. Là seulement l'individu présente les garanties nécessaires qui prouvent qu'il sait user de sa liberté, mais qu'il n'en abuse pas. Dans d'autres conditions, la vie dans une collectivité devient intolérable et mène fatalement à la catastrophe.

C'est en partant de ce principe que le national-socialisme a commencé son œuvre d'éducation en Allemagne. C'est en partant de ce principe que le national-socialisme a inculqué aux individus la notion que seule la collectivité compte, que seul l'intérêt général de la nation prime et c'est la communauté nationale qui s'est chargée de se purger elle-même de tout ce qu'elle avait de taré.

J'ai la conviction qu'à l'heure actuelle, déjà une partie immense de vos compatriotes, que les fautes du passé ont instruits, a compris et se range à ma thèse. Les autres, quand ils auront saisi l'intérêt de la nation, s'y joindront. Les grandes tâches dans la vie d'un peuple se remplissent en serrant les rangs et en observant la plus stricte discipline et non pas en faisant de ce libéralisme individuel où chacun fait ce que bon lui semble.

Un autre mot qui a aussi fait couler beaucoup d'encre et qui est également inscrit aux frontispices des bâtiments publics est ce mot « Égalité ». Ce mot n'exprime-t-il pas toute la volonté, toutes les aspirations, le rêve d'un peuple qui, de tous temps, n'a connu que seigneurs et serfs, patrons et ouvriers, riches et pauvres, capitalistes et prolétaires, n'est-il pas le couronnement d'une longue lutte de classes ? « Égalité », voilà ce que voulaient

A 21849

H4780 – 0052

les révolutionnaires de toutes les révolutions françaises. « Égalité », quel beau mot ! qui, cependant, n'a jamais été autre chose qu'un mot, car ceux qui la réclamaient pour eux ne l'ont jamais eue. Égaux devant la Nation, égaux dans l'ensemble de la communauté, égaux devant la loi. Seulement, qui en a profité ? Vous, les ouvriers oui, en un sens, vous connaissiez tous les mêmes peines, vous connaissiez tous les mêmes déficiences sociales, vous étiez tous égaux devant les injustices qui vous faisaient rejoindre finalement le clan marxiste, ce clan qui, grâce à la fraternisation de tous les prolétaires de la terre, vous promettait monts et merveilles. Vous étiez tous égaux à vouloir démolir l'État existant, pourquoi ? Parce que cet État ne vous donnait pas cette égalité, parce que vous vous sentiez inférieurs aux autres membres de la société et parce que toute cette lutte des classes que vous souteniez était précisément l'expression de cette inégalité. Vous sentiez, avec cet esprit de justice et cette haine de l'injustice qui sont innés en vous, que cette égalité n'existait en réalité qu'en ce beau mot sur le fronton des édifices publics, mais que, dans la réalité, le système des deux poids et des deux mesures sévissait plus que jamais.

Vous, Français de race et de sang, ne l'avez jamais eue, cette égalité. Les seuls qui en ont réclamé le profit pour eux c'étaient ceux qui, tel un nuage de sauterelles venues de tous les coins de l'Europe, se sont abattus sur votre pays, les « Juifs ». Ce sont eux qui, à la fin, grâce à une naturalisation parfois par trop facile, étaient plus Français que vous-mêmes; ce sont eux qui, à la fin, tablant sur cette fameuse égalité, se sont pré-

A 21850

H4780 – 0053

sentés comme une simple minorité religieuse et ce sont eux qui, grâce à votre indulgence, votre crédulité et votre indifférence occupaient tous les leviers de commande de votre pays, y faisaient la loi et vous menaient par le bout du nez. Cela aussi, vous avez commencé à le comprendre, vous avez commencé à vous rebiffer et c'est en purgeant votre communauté de cet élément étranger à votre sang et à votre race, que vous avez fait le premier pas sérieux vers la véritable égalité, l'égalité dans la communauté sociale.

Cette égalité à laquelle vous aspirez, nous l'avons obtenue en Allemagne, où, devant cette grande communauté nationale que nous a donnée Adolf Hitler, tous sont égaux dans le respect de leur honneur social, ouvriers et patrons. La loi les place tous dans la grande communauté nationale, chaque entreprise avec son effectif complet, depuis le patron jusqu'au plus petit employé, et les soumet tous à la loi générale de cette communauté.

Le troisième mot de votre formule nationale, le mot « Fraternité » est aussi vide de réalité que les deux précédents. C'est elle, cependant, la Fraternité, qui se place au premier rang dans une collectivité. Et c'est ce manque de fraternité qui m'avait toujours frappé en France, dans cette France d'avant-guerre, qui était si riche et où il était possible que le plus grand luxe et la plus grande misère vivent pour ainsi dire porte à porte. J'étais toujours profondément affligé de voir couchés sous les portes du métro, sous les ponts, dans les portes cochères, cette légion de clochards, de mendiants ; de voir, dans la banlieue parisienne ou dans les quartiers populeux, dans les îlots insalubres, ces masses ouvrières parquées comme

A 01851

du bétail, sans soins, sans hygiène, produisant gosse sur gosse dans les conditions parfois les plus infectes, sans que cette société humaine, celle qui représentait la richesse de la France, celle pour qui travaillait cette masse ouvrière, celle à laquelle ils appartenaient tous, s'en souciât le moins du monde.

Là où la collectivité se doit de soutenir les faibles et les nécessiteux, on avait trouvé le moyen commode de remplacer le devoir par la charité à petite dose. Là où la collectivité devait, grâce au travail des masses ouvrières, disposer de moyens suffisants pour trouver les fonds nécessaires pour assurer l'hygiène et la santé du peuple entier, pour trouver l'argent indispensable pour soigner les malades, on jugeait plus chic d'organiser des thés, des soirées ou encore des bals de bienfaisance, dont le « Bal des Petits Lits Blancs » est un exemple vivant.

Combien on s'est moqué de notre Secours d'Hiver, et que n'a-t-on pas raconté d'histoires saugrenues sur son compte ? Cependant, y a-t-il de plus grand exemple de solidarité et de fraternité dans un peuple ?

X

H4780 – 0054

Mais pour faire cette révolution qui l'intègrera à un monde meilleur, la France ne doit pas seulement faire sur elle-même le dur effort que j'ai essayé de vous définir dans les pages précédentes.

Il faut aussi qu'elle se mette en garde contre ses ennemis de toujours : les Juifs et les Anglais,

A 121852

dont toute l'action peut se résumer en un mot : l'hypocrisie.

Commençons par les communistes, dont toute la politique est hypocrite du commencement à la fin. D'ailleurs, cela n'a rien d'étonnant : le communisme à son origine, inventé par les Juifs, développé par les Juifs et préconisé par les Juifs, sent le youdi à mille lieues. Un vieux proverbe dit : « Flanquez le Juif à la porte, il rentre par la fenêtre », car ne vous faites pas d'illusions, le Juif est aussi roublard que tenace... c'est sa tactique... Comme il n'est ni fort, ni courageux, il essaie de vous avoir par la ruse ; il vous attaque pour vous assurer sur la vie, sur l'incendie ou contre les accidents. Si ça ne prend pas, il essaiera de vous vendre une vieille machine à coudre. Les moyens qu'il emploie n'ont aucune importance, l'essentiel pour lui, c'est de réussir. Cette ténacité, cette ruse, cette malpropreté dans le choix des moyens sont l'apanage du Juif ; sa brutalité, ses mensonges et surtout son hypocrisie, vous les retrouverez partout où le Juif agit en surface ou en cachette, et comme le Juif — si je parle du Juif, naturellement, je parle de la juiverie internationale — possède de très puissants moyens d'action, il n'agit pas lui-même, mais fait agir ses larbins, car il y en a et il y en aura toujours qui mangeront volontiers de son pain. Pour le côté idéologique, il a toujours trouvé — il est triste de le constater — des agents animés ou imbus jusqu'au fanatisme de ses idées de destruction.

Je ne divague pas, mais j'ai dû faire un petit détour pour vous donner cette première explication, qui vous sera utile pour comprendre la suite.

A 21853
H4780 – 0055

H4780 – 0056

Donc, revenons au communisme et à son hypocrisie. Que veut le communisme ? La Révolution mondiale... la destruction de l'ordre existant, la destruction du pouvoir existant, la destruction de l'Église, l'extermination de toutes les religions, la destruction de l'initiative privée, l'abolition de la propriété privée, enfin, exprimé en quelques mots, l'égalisation générale au niveau du prolétariat... Tout cela, vous le savez. Ce que cela a donné en Russie, on le sait aussi, du moins on en a suffisamment parlé. Maintenant, ceux qui ne sont toujours pas convaincus pourraient aller faire un petit tour avec les Légionnaires français... ils reviendraient dégoûtés à tout jamais de leur paradis prolétarien !

Ceci étant posé, que font les communistes à l'heure actuelle ? Puisque leur ancienne politique n'a pas réussi, ils ont changé leur fusil d'épaule. Dans tous leurs tracts, ils prêchent la formation d'un front national de l'indépendance de la France. Je vous en ai déjà parlé, mais l'hypocrisie des communistes ou des bolchevistes, c'est plutôt celle de leurs nouveaux amis... amis par la force des choses et très intéressés !... l'Angleterre et l'Amérique. Là, je vous le dis franchement, vous pouvez admirer de vrais chefs-d'œuvre d'hypocrisie !

Quand l'Allemagne a déclaré la guerre aux Soviets, ce fut pour mettre un terme à cette menace constante qui planait sur l'Europe entière, ce fut pour sauver l'Europe de la destruction et de l'anarchie. L'U. R. S. S., dont la superficie est *dix fois* celle de l'Allemagne, et dont la population, difficile à estimer, atteint certainement le double ou le triple de celle de l'Allemagne, avait

A 21854

H4780 – 0057

mis sur pied, depuis largement vingt ans, une armée et un équipement formidables, prêts à bondir sur l'Europe et que nos armées ont surprise en mobilisation et rassemblement presque terminés, le long de la frontière allemande et roumaine.

Si les armées de l'Allemagne et de ses alliés ont obtenu sur cet adversaire les plus brillantes victoires, elles ont livré également en Russie des batailles dont l'ampleur et la sauvagerie dépassent tout ce que nous avons vu jusqu'ici. Le soldat soviétique est un adversaire de taille et un combattant qui se fait massacrer avec l'indifférence de sa race et avec le courage du désespoir. On lui a raconté que ses adversaires ne faisaient pas de prisonniers, mais les torturaient cruellement et les fusillaient ensuite. En plus, Staline a décrété, — et la majorité des prisonniers que nous avons faits l'a confirmé, — que tout soldat soviétique se rendant à l'ennemi ou se laissant capturer serait fusillé à son retour en Russie, que sa famille serait fusillée ou déportée.

Je vous laisse seuls juges du danger que présentait pour l'Europe une telle armée, formidablement équipée et toute prête à marcher. Mais à l'heure actuelle, la situation n'est plus la même ; les troupes d'active soviétiques sont détruites, et à cause du manque d'hommes militairement instruits, la situation tourne de jour en jour davantage au désastre pour les Soviets.

Ca, les dirigeants soviétiques le savent, les dirigeants anglais le savent et les dirigeants américains le savent aussi, et quelle est leur réaction ?

Jusqu'ici, l'Anglais a toujours su faire battre les autres pour lui. Les Russes sont les derniers,

A 101855

H4780 – 0058

c'est pourquoi l'Angleterre essaie, par tous les moyens, de prolonger ou de faire prolonger la guerre en Russie.

XI

Et voyons maintenant ce qu'il en est de la seconde catégorie d'hypocrites : les Anglais.

Quand on écoute parfois le soir la radio gaulliste à Londres, quand on écoute tous ces appels à la résistance, au sabotage ou au meurtre lancés par M. de Gaulle et ses courageux collaborateurs, on est facilement tenté, je dirai même séduit, par ce semblant de sincérité qu'affectent, avec plus ou moins de succès, leurs élucubrations quotidiennes. Remarquez, ils n'ont pas le travail très facile... car vouloir convaincre des gens de quelque chose à quoi l'on ne croit pas soi-même, constitue, pour la plupart du temps, une tâche pour laquelle il faut être vraiment du format d'un Gombaut-Weisskop, ou d'un Jean Marin.

Ces gens-là, au moins, savent mentir, et ils mentent avec une telle adresse — je dirai même avec une telle maîtrise, — que je me suis dit que le moment est propice de m'occuper un peu d'eux, de la propagande gaulliste en particulier, et de la politique britannique vis-à-vis de la France en général. Je le peux d'autant plus facilement que, n'étant pas Français, je peux juger la chose en toute objectivité sans risquer d'être traité de traître ou de vendu, comme il arrive inévitablement à tout Français qui se permet de n'être pas du même avis que ces messieurs.

Donc, si j'ai bien compris, M. de Gaulle et ce

A 101856

H4780 – 0059

qu'il qualifie, lui, « la France libre » (on se demande libre de quoi, et libre de quoi faire ?) se considèrent comme étant toujours en guerre avec nous. Il aurait été éminemment flatteur pour l'armée allemande de voir apparaître sur l'un des fronts sur lesquels nous avons combattu, le général de Gaulle qui est peut-être un soldat très courageux : le général de Gaulle ne nous a pas fait cet honneur, il a préféré se battre contre ses propres compatriotes ; c'est pourquoi il nous ne est pas possible de juger de sa valeur militaire. Mais d'après ce que j'ai entendu personnellement de lui, c'est un homme très intelligent, peut-être un peu trop théoricien, ce qui est un peu surfait, car la seule chose pratique que je sais de lui, c'est que, durant cette guerre, il a fait flamber d'un seul coup toute sa division de chars blindés — une des plus belles unités que vous possédiez d'ailleurs dans votre armée, parce que le ravitaillement d'essence arrivait avec un peu de retard, ce qui prouve qu'il est un peu nerveux. Ensuite, je sais qu'il est très ambitieux et qu'il est surtout très conservateur. Cette dernière qualité, j'ignore s'il la doit à son don d'assimilation, ou s'il l'a acquise en Angleterre, car songez donc! il veut vous conserver, à vous Français, tous les vestiges de votre passé... vos Juifs... vos financiers véreux... vos parlementaires, bref... tout sera comme avant, lorsque M. de Gaulle et sa vaillante armée auront remporté la victoire. Il serait peut-être prudent de ne pas trop compter sur cette promesse parce que j'ai vaguement l'impression que M. de Gaulle croit aussi peu à cette victoire que moi-même. Seulement, qu'est-ce que vous voulez, c'est une promesse qui en vaut une autre, et sur les Français

A 01857

H4780 – 0060

qui ont placé leurs capitaux en Angleterre, ou chez ceux dont depuis des années le tube digestif avait remplacé le cerveau, de telles promesses font toujours leur petit effet. Seulement, hélas! il n'y a pas que ceux-là! Il y a aussi d'autres Français, des Français dont je ne mettrai jamais la bonne foi en doute, qui se laissent trop facilement tromper par les accents par trop patriotiques de M. de Gaulle et de ses collaborateurs. Voyez-vous, vous seriez peut-être tentés de croire que je condamne en bloc tout ce que de Gaulle peut compter comme adhérents ou sympathisants dans ce pays... Loin de là, j'ai même une certaine compréhension pour eux, pour ne pas dire beaucoup, car je conçois aisément qu'après la défaite de 1940, il y ait eu en France des gens qu'un mouvement instinctif a empêché de l'accepter telle quelle, car n'est-ce pas, il faut le reconnaître, les événements se précipitaient avec une telle rapidité que beaucoup de gens encore à l'heure actuelle n'y ont rien compris. Il ne m'appartient pas, en tant qu'Allemand, de rechercher ici les causes de cette défaite ; il est beaucoup trop facile, en effet, de déclarer après coup que la France a perdu la guerre parce qu'elle ne s'est pas battue, excuse trop bon marché et surtout injure ignoble pour ceux qui ont laissé leur vie en se battant comme des braves. La tâche de rechercher exactement, de jeter toute la lumière sur les causes de la défaite appartiennent à d'autres. Qu'il nous suffise de savoir que le principal coupable de cette défaite était justement l'état de choses que M. de Gaulle vous a promis de rétablir.

Depuis l'année dernière donc, exactement

A 101858

H4780 – 0061

depuis l'entrevue de Montoire entre le Führer et votre Maréchal, on parle de collaboration. Les uns sont pour, les autres sont contre... Les uns ont compris ce que ce mot signifie, les autres ergotent sur sa signification exacte et sur la portée que cette collaboration franco-allemande est appelée à avoir pour la France. Il est évident, et il fallait s'y attendre, que depuis que ce terme est à l'ordre du jour, les bruits les plus fantaisistes, les bobards les plus idiots, le tout évidemment copieusement nourri par la propagande anglaise et gaulliste, ont couru le monde. Je me suis toujours refusé à me livrer à des explications de longue haleine sur le sens exact du mot « collaboration » auquel, pour l'instant du moins, j'attribue une signification beaucoup plus idéologique que pratique, quoique dans beaucoup de domaines pratiques, elle soit déjà très effective, ce qui, pour des raisons de logique, déplaît énormément aux Anglais. La collaboration, à mon avis, exprime plutôt un état d'esprit et une volonté, celle de faire à nos côtés et avec nous une Europe nouvelle, forte et propre. Il suffit de regarder la carte de l'Europe pour comprendre à quelle tâche magnifique, mais ardue et laborieuse, d'une importance et d'une valeur peut-être séculaires ou millénaires, la France est appelée à collaborer. C'est donc de l'état d'esprit français que dépend tout le règlement de cette question. A cela vient s'ajouter un autre argument, celui que nous sommes toujours en guerre et qu'en principe, avant que cette guerre ne soit terminée, rien de décisif ne pourra être entrepris, du moins dans les grandes questions européennes.

Puisque nous parlons « collaboration », lais-

A 121859

H4780 – 0062

sez-moi, pour revenir en même temps à notre thème principal, vous parler d'une autre « collaboration », d'une collaboration qui vous était proposée par l'Angleterre et qui ne s'est pas faite. Le Maréchal Pétain vous a dit, il y a quelques mois : « Français, vous avez la mémoire courte. » C'est pourquoi je voudrais vous rappeler quelque chose que sans doute beaucoup parmi vous ont oublié, s'ils l'ont jamais su !... Depuis la grande guerre, on pratiquait en France — je m'excuse de vous le dire — un peu beaucoup, je dirais même un peu trop, une politique du moindre effort, qui consistait surtout à édifier tout un système d'alliances militaires qui vous ont coûté fort cher, et qui, le moment venu, se sont effondrées les unes après les autres. D'autre part, toujours fidèle au principe du moindre effort, la France rattachait, surtout dans les dernières années avant cette guerre et tous les jours davantage, son sort politique à celui de la Grande-Bretagne. Ceci avait pour effet, vos hommes politiques aidant, que vous marchiez tous les jours davantage à la remorque de l'Angleterre. A tel point ce fut vrai que sous l'ère Daladier-Raynaud-Mandel, on n'osait plus tousser en France sans en demander préalablement l'autorisation à Londres. Il ne m'appartient pas de juger les actions de vos anciens hommes d'État, d'autres s'en chargeront, mais constatez que les Anglais avaient le jeu très facile dans la combinaison. La politique française se trouvait dans un tel état d'asservissement vis-à-vis de la politique anglaise que tout ce que voulait l'Angleterre, la France l'exécutait automatiquement. Encore à l'heure actuelle cet asservissement, cette vie aux basques ou à l'ombre de la Grande-Bre-

A 21860

H4780 - 0063

tagne, sont une habitude chère à certains parmi vous et les Anglais en profitent copieusement. Pourquoi se gêner ? Le 14 décembre 1939, toute la presse française publiait en grande manchette : « L'unité complète financière et économique est réalisée entre la France et l'Angleterre », fait qui ne disait pas grand'chose au simple mortel, mais qui constituait néanmoins le premier pas vers la tutelle anglaise. Le deuxième accord, signé encore sous la pression anglaise, s'intitulait : « Pas de paix séparée ». Le troisième accord, celui précisément qui n'a pas été réalisé parce que la France à ce moment-là avait un Maréchal Pétain et non plus un Reynaud et un Mandel, était publié par vos journaux du 20 juin 1940. Je vous le cite textuellement :

« Winston Churchill vient de proposer à la France de se fondre avec l'Angleterre pour ne former qu'un État et qu'un peuple. »

Sur les ordres de M. Winston Churchill qui a offert dimanche soir à la France de continuer la résistance, l'ambassadeur d'Angleterre est venu offrir un projet d'union au gouvernement français. L'Angleterre propose que la France et l'Angleterre ne soient plus deux nations, mais une seule, et ainsi les deux nations n'auraient plus qu'une organisation, en ce qui concerne les finances, les affaires étrangères, la guerre, etc..., etc... A partir de ce jour, les Français seraient citoyens anglais, et les Anglais auraient le privilège d'être citoyens français. Voilà, ni plus ni moins, ce que proposaient les Anglais, et les Français auraient été une fois de plus les dindons de la farce, car si la France n'était déjà pas maîtresse de ses propres décisions du temps qu'elle était simplement l'al-

A 101861

H4780 – 0064

liée de l'Angleterre, il va sans dire qu'à la suite de cet accord, la France aurait fait une splendide colonie anglaise et M. le Français moyen aurait joui des prérogatives éblouissantes d'un Boër ou d'un Hindou.

Cet accord-là n'a pas été réalisé... Le Maréchal Pétain, estimant que la France avait perdu suffisamment d'hommes dans cette tuerie inutile, décida d'y mettre un terme. L'armistice fut signé.

M. de Gaulle était d'avis contraire, lui, il voulait continuer... non pas en risquant sa précieuse peau, car M. de Gaulle n'a jamais été un grand guerrier, il a voulu continuer la guerre à sa manière, en se mettant à la disposition de l'Angleterre qui précisément avait besoin d'un homme comme lui. En le faisant, il a changé un peu d'opinion ; lui qui durant l'occupation de la Rhénanie — à ce moment-là il était encore jeune commandant — tenait à ses officiers des conférences sur la félonie anglaise, il a subitement retourné sa veste (ce ne sera peut-être pas la dernière fois) jusqu'au jour où, à force de la retourner, il ne lui restera que la doublure. Il s'est donc bombardé « chef de la France libre » et il fait la guerre à sa manière, pas contre nous, bien entendu, parce que nous, nous ne l'avons jamais vu! Il fait sa petite guerre en servant fidelement et copieusement, lui et ses fameux collaborateurs, la politique anglaise. D'ailleurs, toutes ses prouesses militaires l'ont prouvé à tel point qu'il suffit de mentionner Dakar et la Syrie, de mémoire trop fraiche et trop douloureuse pour vous, sans qu'il soit nécessaire d'insister davantage Il n'y a qu'à relire ses fameux messages à Staline, au rabbin Wise de

A 21862

H4780 – 0065

New-York pour savoir de quel enfant prodigue il s'agit.

Je veux croire qu'en se mettant au service de l'Angleterre, le général de Gaulle l'a fait en obéissant à un idéal. Depuis, il aurait dû comprendre que, dans le fond, il n'est qu'un valet de la politique anglaise, qu'il n'est qu'un valet du capitalisme et de la juiverie internationale, qui n'aurait même pas hésité à livrer son ex-patrie la France aux horreurs du bolchevisme et de la guerre civile, si telles choses avaient servi les intérêts de l'Angleterre... et il n'a pas compris. Un idéaliste, un vrai, un homme digne de porter l'uniforme, aurait préféré le suicide à la vie dans le déshonneur. M. de Gaulle a préféré la dernière solution, il a préféré se joindre au nombre des gouvernements fantômes végétant à la solde de Downing Street.

J'ai lu, un jour, la phrase suivante : « Certains Français et certaines Françaises qui souffrent de voir notre pays opprimé par l'envahisseur placent à tort leurs espérances dans le mouvement de Gaulle. A ces compatriotes, nous disons que ce n'est pas derrière un tel mouvement d'inspiration réactionnaire ou colonialiste à l'image de l'impérialisme britannique que peut se réaliser l'unité de la nation française pour la libération nationale. »

J'ai trouvé cette phrase dans le tract communiste pour la formation d'un front national de l'indépendance de la France, dont je vous ai déjà parlé plus haut. A cette phrase, je n'ai rien à ajouter et avec elle, nous pouvons clore le débat sur M. de Gaulle.

Ce dont il s'agit à l'heure actuelle pour la

A 101863

France, je dirai même la seule et unique question que vous devez vous poser si vous avez su tirer l'utile leçon de cette guerre, est celle-ci : A l'heure actuelle, où se joue le destin d'un continent, à l'heure actuelle où se dessinent les bases d'un ordre nouveau, la France occupera-t-elle la place, sa place, oui ou non ? D'autres questions ne se posent pas...

H4780 – 0066

A 101864

H4780 – 0067

TROISIÈME PARTIE

L'EUROPE NOUVELLE

XII

Je vous ai expliqué, au cours des pages précédentes, ce que devra être l'Europe nouvelle, — et la place que la France pourra y prendre .. si elle le veut réellement

Mais il me reste un point essentiel à préciser : cette Europe nouvelle, que sera-t-elle ?

Est-ce pour le moment une vague entité, une sorte d'espoir messianique ou au contraire une réalité non seulement précise, mais inéluctable ?

D'abord, je veux répondre à un argument qui m'a souvent été présenté. En effet, beaucoup de gens, sur ce point adeptes fidèles de la propagande anglaise ou bolcheviste, m'écrivent : « Nous ne voulons pas de la collaboration .. nous avons peur de la collaboration... nous voulons rester Français nous avons peur de la collaboration parce que nous avons peur d'être pour le reste de notre vie sous la botte d'une Allemagne devenue trop forte, et nous avons peur, appartenant à un peuple fier, d'être, pour toujours, à côté de cette Allemagne trop forte, un État passé au deuxième ou au troisième rang... Si c'est ça l'Europe nouvelle... si c'est ça qui nous attend...

A101865

H4780 – 0068

nous vous combattrons jusqu'à notre dernier souffle »

Ce à quoi j'ai à répondre : « L'Europe nouvelle sera un ensemble ne connaissant ni vainqueurs ni vaincus, ni maîtres ni serfs... L'Europe nouvelle sera un ensemble d'États, une grande communauté européenne, où, dans une égalité absolue, chaque État aura son rôle à remplir et occupera la place à laquelle il a droit.

Or, l'Allemagne et son Führer n'ont jamais prétendu germaniser l'Europe. Bien au contraire... Le Führer, dans son discours du 7 mars 1936, a défini les lignes de sa politique européenne en ces termes : « Je me suis juré de combattre avec autant de ténacité que de courage pour l'égalité des droits de l'Allemagne et pour faire triompher ce principe, que pour renforcer en Allemagne le sentiment de responsabilité inhérent à la nécessité des égards mutuels et d'une coopération mutuelle. »

C'est là une grande force et l'argument massif d'Adolf Hitler, qu'au lieu de vouloir bâtir l'Europe nouvelle en refondant toutes les nations dans un moule d'origine germanique — en annihilant leurs qualités et particularités ethniques — il entend construire cette communauté européenne sur la base d'un socialisme national, qui ne conservera pas seulement les particularités culturelles et nationales de chaque peuple partenaire, mais qui le faisant, les développera au maximum.

Dans son discours du 26 mars 1935, il a défini cette attitude de l'Allemagne par les paroles suivantes : « En tant que nationaux-socialistes, nous sommes remplis d'admiration et d'estime pour ces grandes réalisations du passé que nous retrou-

A 101866

H4780 – 0069

vons au sein de notre peuple comme au delà de frontières. Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture européenne qui a marqué, dans une si large mesure, le monde actuel de l'empreinte de son esprit. »

Voilà définie nettement la conception européenne de l'Allemagne nationale-socialiste par rapport à l'Europe nouvelle, et voilà la base nationale des États européens qui se sont prononcés pour l'ordre nouveau. Chacun de ces États européens, partenaire de l'Europe nouvelle, apporte, dans cette grande communauté européenne, une culture, une civilisation et une histoire millénaires et la volonté de collaborer dans le cadre de cette collectivité européenne, afin d'assurer le maximum de bien-être et de justice sociale à ses nationaux.

Cette grande collectivité européenne sera l'expression vivante de la foi inébranlable des peuples en un avenir où, partant du principe que l'union fait la force, tous travailleront pour construire à leurs enfants et petits-enfants les fondations d'une vie plus heureuse que la nôtre, d'une vie qui ne connaîtra plus la haine des classes, la haine des nations, et la destruction des valeurs culturelles et civilisatrices.

Ceci étant défini, définissons le rôle de l'U. R. S. S. ou plus généralement du bolchevisme et sa compatibilité ou son incompatibilité à la participation de la création d'une nouvelle Europe...

Examinons d'abord le bolchevisme sous ses aspects de politique intérieure et de politique extérieure par rapport à l'Europe.

Lorsqu'en 1917-18, le bolchevisme a anéanti, avec l'aristocratie tsariste, les derniers descendants

A 01867

H4780 – 0070

de Rurik, le grand colonisateur normand et fondateur de l'Empire moscovite, le bolchevisme s'est détaché de l'Europe. En liquidant, il y a quelques années, Tuchatschewski et ses camarades et de ce fait les derniers héritiers spirituels de Pierre le Grand, le bolchevisme s'est déclaré contre l'Europe.

Au point de vue politique extérieure, l'aspiration bolcheviste internationale à la domination du monde constitue une attitude qui est en tous points incompatible avec l'idéal national de chacun des peuples européens.

En voulant remplacer les caractéristiques nationales de chaque État par le nivellement bolcheviste, en voulant établir un internationalisme bolcheviste sur les cendres des Nations, selon la thèse léninienne, il tente d'anéantir, en voulant remplacer l'ordre constant par la dictature du prolétariat, en opposant à la paix sociale la haine des classes, à la paix entre les peuples la haine internationale, en voulant anéantir cette gerbe de cultures européennes pour la remplacer par un ramassis de notions anti-humaines, le bolchevisme se classe, de par lui-même, en dehors de toute conscience et de toute conception européennes et, en même temps, de toute conception socialiste, parce que profitant non pas à tous, mais à une classe isolée.

Au point de vue spirituel, le pessimisme inhérent au marxisme dont la forme concrétisée constitue précisément le bolchevisme, le pessimisme représente un état d'esprit diamétralement opposé à celui de toutes les autres nations européennes.

Les grandes créations spirituelles et culturelles de l'Europe reposent uniquement sur l'optimisme,

A 21868

H4780 – 0071

sur la foi dans le progrès et dans la victoire du bien sur le mal.

Cet élément purement destructif et *a priori* europophobe qu'est le bolchevisme, le Führer l'a défini de la manière suivante dans son discours du 7 mars 1936 : « Je suis Allemand, j'aime mon peuple et je lui suis profondément attaché. Et je sais qu'il ne peut être heureux qu'à sa manière et selon sa nature. Je ne veux pas que l'horreur de la dictature de haine internationale du communisme s'abatte sur ce peuple qui, s'il est capable de pleurer, est aussi et a toujours été capable de rire de tout son cœur. Je tremble pour l'Europe à la pensée de ce qu'il adviendrait de notre vieux continent surpeuplé, si l'irruption de cette idéologie de destruction et du bouleversement de toutes les valeurs acquises devait assurer le triomphe de la révolution bolchevique. »

Depuis que la Révolution russe de 1917 a ouvert un vaste champ d'action à ce bolchevisme destructeur en Russie, les diverses opérations et liquidations ont englouti là-bas plusieurs millions de vies humaines. Souhaitons, pour les peuples qui ont fait l'objet de ces diverses expériences bolchevistes que, de ces saignées gigantesques, il ne résulte aucun préjudice biologique.

En tout cas, nous qui faisons cette guerre parce que nous y sommes obligés, parce que nos adversaires nous y ont forcés, nous la faisons de manière à épargner, dans la mesure du possible, le sang de l'adversaire... nous faisons cela pour limiter, dans l'intérêt même de l'avenir de l'Europe, les conséquences au point de vue biologique.

A 101869

H4780 – 0072

XIII

Mais, diront les incorrigibles objecteurs, nous avons déjà connu une communauté des nations. Ce fut la S. D. N. Pourquoi l'Allemagne la quitta-t-elle si, sincèrement, elle veut l'union entre les peuples d'Europe ?

Souvent, avant comme après cette guerre, des Français m'ont dit : « Le peuple allemand est brutal, il préfère recourir à la force, recourir à l'agression là où des pourparlers auraient certainement obtenu les mêmes résultats... » Souvent, on m'a dit : « Vous avez quitté la Société des Nations parce que vous n'aviez pas l'intention de remplir pacifiquement le rôle que l'on vous assignait dans cette grande communauté des nations du monde. »

Pour répondre à ces arguments, laissez-moi vous citer le passage d'un discours du Führer, prononcé le 28 avril 1939, lorsqu'il a répondu, devant le Reichstag, au message du président Roosevelt.

En voici les termes :

« Conformément à la raison et à la logique absolues et selon tous les principes de la suprême justice humaine de tous les peuples, voire même selon les lois de la volonté divine, tous les peuples devraient participer d'une façon égale aux biens de ce monde. On ne devrait pas constater que tel peuple réclame tant d'espace vital parce qu'il lui est difficile d'exister en ne comptant même pas quinze habitants par kilomètre carré, tandis que d'autres peuples sont contraints de nourrir cent quarante, cent cinquante ou même

A 101870

H4780 – 0073

deux cents êtres humains par kilomètre carré. Et ces peuples heureux ne devraient en aucun cas réduire encore l'espace vital des peuples déjà nécessiteux par eux-mêmes, par exemple en leur ravissant leurs colonies par-dessus le marché.

« Aussi serais-je enchanté qu'on pût trouver une solution réelle à tous ces problèmes autour d'une table de conférence. Mon scepticisme vient toutefois du fait que c'est l'Amérique elle-même qui a le plus fait preuve de méfiance à l'égard de l'efficacité des conférences. Car la plus grande conférence de tous les temps a été certainement la Société des Nations.

« Cet aéropage de tous les peuples du monde, surgi du néant de par la volonté d'un président des États-Unis, devait résoudre les problèmes de l'humanité autour du tapis vert. Or, le premier État qui « s'éclipsa », ce fut les États-Unis ! Et cela, parce que le président Wilson lui-même était déjà bourré de scrupules sur la possibilité d'être à même de résoudre à pareille table diplomatique les problèmes internationaux réellement décisifs.

« Avec tout le respect dû aux bonnes intentions de M. Roosevelt, je dois cependant constater qu'au cours de près de vingt ans d'activité, la plus grande conférence du monde, à savoir la Société des Nations, n'est pas arrivée à résoudre un seul problème international vraiment capital. Pendant de nombreuses années, l'Allemagne s'est trouvée exclue par le traité de Versailles de cette conférence des conférences, en dépit de la promesse de Wilson. Cependant, malgré les plus amères expériences, un gouvernement allemand crut ne pas devoir suivre le président des États-Unis, mais devoir prendre place ultérieurement à

A 21871

H4780 – 0074

la table diplomatique de Genève. C'est moi qui, beaucoup plus tard, ai pris l'initiative, après une inutile participation de longues années, d'imiter l'Amérique et de quitter également la plus grande conférence qu'eût jamais vue l'humanité. Depuis, je me suis attaché à résoudre les problèmes concernant mon peuple, problèmes qui n'avaient malheureusement pas été plus résolus que tous les autres à la table de conférence de la Société des Nations, et je les ai résolus chaque fois sans guerre ! Et, abstraction faite de la Société des Nations, de nombreux autres problèmes ont été, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, soumis, au cours des dernières années, à des conférences universelles, sans qu'on ait abouti à une solution quelconque.

« De façon générale, si votre opinion, monsieur Roosevelt, que chaque problème peut être résolu autour du tapis vert diplomatique, est exacte, il faut bien convenir que les peuples, celui des États-Unis inclus, au cours des sept à huit cents ans, dont on soit à même de se remémorer les grandes lignes, ont été dirigés ou par des aveugles ou par des criminels. Car tous les dirigeants, y compris les hommes d'État américains, et, pour préciser les plus grands de ceux-ci, ont surtout formé l'histoire pour une part essentielle, non pas à une table de conférence, mais en mettant en action la force de leurs peuples. La liberté de l'Amérique du Nord n'a pas été plus obtenue autour du tapis vert diplomatique que n'y a été décidé le conflit des nordistes et des sudistes au cours de la crise de Sécession.

« Je ne parlerai pas des innombrables luttes qu'a comportées la soumission progressive du

A 1872

H4780 – 0075

continent de l'Amérique du Nord. Et je ne mentionne tout cela, monsieur Roosevelt, que pour établir que votre manière de voir est certainement digne de tous les respects, mais qu'elle ne se trouve confirmée par l'histoire ni de votre pays, ni du surplus de l'humanité. »

Et puisque nous parlons humanité, un mot qui revient fréquemment dans la propagande anglaise, regardons, si vous le voulez bien, de plus près les raisons pour lesquelles l'Angleterre a fait la guerre, telles que le Führer les a définies dans son discours du 9 novembre 1939.

A propos de quoi l'Angleterre est-elle entrée en guerre ?

En 1914, on a dit, premièrement : La Grande-Bretagne lutte pour la liberté des petites nations. Nous avons vu plus tard comme l'Angleterre en usa cavalièrement avec la liberté de ces petites nations, combien peu ceux qui se disaient ses hommes d'État se souciaient de la liberté de ces petites nations, comme ils ont opprimé les minorités, maltraité des peuples, comme ils le font encore aujourd'hui du reste, lorsque cela sert leurs buts et rentre dans leur programme.

Puis on a dit : l'Angleterre combat pour la justice. Mais l'Angleterre n'avait-elle pas déjà combattu trois cents ans pour la justice, et, comme récompense, le bon Dieu ne lui avait-il pas donné environ 40 millions de kilomètres carrés sur cette terre, et, en outre, le « droit » de dominer 480 millions d'hommes ? C'est ainsi que Dieu récompense les peuples qui combattent « seulement pour la justice ». Notamment ces peuples qui luttent pour le « droit de libre disposition des autres », car, en 1914, l'Angleterre prétendait

A 101873

H4780 – 0076

combattre pour ce droit de libre disposition. On déclarait alors : « Le soldat britannique ne combat pas pour ses propres intérêts, mais pour le droit de libre disposition de tous les peuples ». L'Angleterre aurait pu alors proclamer dans son propre empire britannique le droit de libre disposition. Sans doute elle voulait réserver cela pour la guerre qui suivrait.

Puis l'Angleterre combattit pour la « civilisation », car cela n'existe qu'en Angleterre. La civilisation règne, en effet, dans les districts de l'Angleterre, dans ses contrées à population misérreuse, à Whitechapel et dans les autres centres où les masses croupissent dans la misère, où s'étale la putréfaction sociale.

En outre, l'Angleterre se mit en campagne, comme elle l'a toujours fait, pour le bien de l' « humanité ». Il faut dire que l'humanité, on a commencé par la présenter sous forme de poudre explosive, dont on chargeait les grenades. Mais on ne doit pas combattre avec de mauvaises armes lorsqu'on lutte pour un but noble et élevé. Et c'est ce que l'Angleterre a toujours fait.

On a même fait mieux, en déclarant : « Nous autres, Anglais, nous ne combattons nullement contre le peuple allemand ; bien au contraire, nous l'aimons, ce peuple allemand : nous, Churchill, Chamberlain, etc..., nous ne combattons que contre le régime qui opprime le peuple allemand. Nous n'avons, en effet, qu'une seule tâche, c'est de libérer l'Allemagne de son régime et, ainsi, de rendre heureux le peuple allemand.

Et c'est dans ce but que l'Anglais combat, surtout pour que le peuple allemand soit débarrassé des charges du militarisme. Oui, nous vou-

A 101874

H4780 – 0077

lons même en arriver à ce qu'il n'ait plus du tout besoin de porter les armes. Nous, Anglais, nous voulons donc le libérer de ses armes. On a déclaré, en outre, que c'était une infamie d'écrire que les Anglais en voulaient au commerce allemand. « Nous voulons, au contraire, la liberté du commerce. La flotte de commerce allemande ne nous porte pas ombrage. »

Voilà ce que disait alors M. Churchill. On déclarait que c'était une infâme calomnie de prétendre que les Anglais avaient des visées sur les colonies allemandes ; le seul fait d'y penser était une vilenie, déclarait-on en 1914, 1915, en 1916 et même en 1918.

On alla plus loin et l'on dit que l'on ne combattait aucunement pour remporter la victoire, mais en vue d'une paix d'entente, d'une paix de réconciliation et, surtout, d'égalité des droits. Une telle paix devait permettre, à l'avenir, de renoncer entièrement aux armements. On combattait donc, en réalité, contre la guerre. L'Angleterre combattait contre la guerre pour l'anéantir ; entendons-nous bien, la guerre de ceux auxquels on la faisait, la résistance de ceux que l'on avait attaqués. On déclara donc qu'il ne saurait être question de prétendre que le but de la politique de guerre de l'Angleterre fut d'obtenir des indemnités de guerre. Bien au contraire, on visait à une paix sans indemnité, et cette paix devait être couronnée par un désarmement général et par une institution unissant tous les peuples.

Et Wilson, le grand second de l'Angleterre, a codifié cela en quatorze points, qu'il a complétés ensuite par trois autres dans lesquels on nous assurait que nous n'avions rien à craindre, que

A 191875

H4780 – 0078

nous n'avions pas besoin de redouter un traitement injuste, que, nous fiant en l'Angleterre, nous devions déposer les armes afin d'être ensuite accueillis dans une véritable communauté des peuples où règnerait le droit, et que les colonies seraient équitablement réparties et que seraient prises en considération toutes les exigences coloniales justifiées. Tout cela trouverait son ultime consécration à la Société des Nations. La guerre serait ainsi définitivement écartée et l'ère de la paix éternelle s'ouvrirait.

Du point de vue anglais, il était compréhensible que celui qui, avec 46 millions d'habitants seulement, exerce sa domination sur 40 millions de kilomètres carrés et 480 millions d'hommes, eût le désir de voir enfin régner le calme après que, durant trois cents ans, le monde avait subi la guerre de conquête faite par l'Angleterre.

« Durant trois cents ans nous avons asservi un pays après l'autre, abattu un peuple après l'autre. Maintenant, nous possédons le monde entier et il faut que maintenant enfin règne la paix ! » On comprend cela et il était naturel qu'à la Société des Nations on voulût procéder à un acte momifiant la situation qui s'était enfin produite.

Mais les choses ont pris un tout autre cours.

Un ministre anglais vient maintenant nous dire, les larmes aux yeux : Comme nous voudrions nous entendre avec l'Allemagne, si seulement nous pouvions avoir confiance dans la parole de ceux qui la dirigent !

J'avais juste le même propos sur le bout de la langue. Comme nous voudrions nous entendre avec l'Anglais si seulement nous pouvions avoir

A 101876

H4780 – 0079

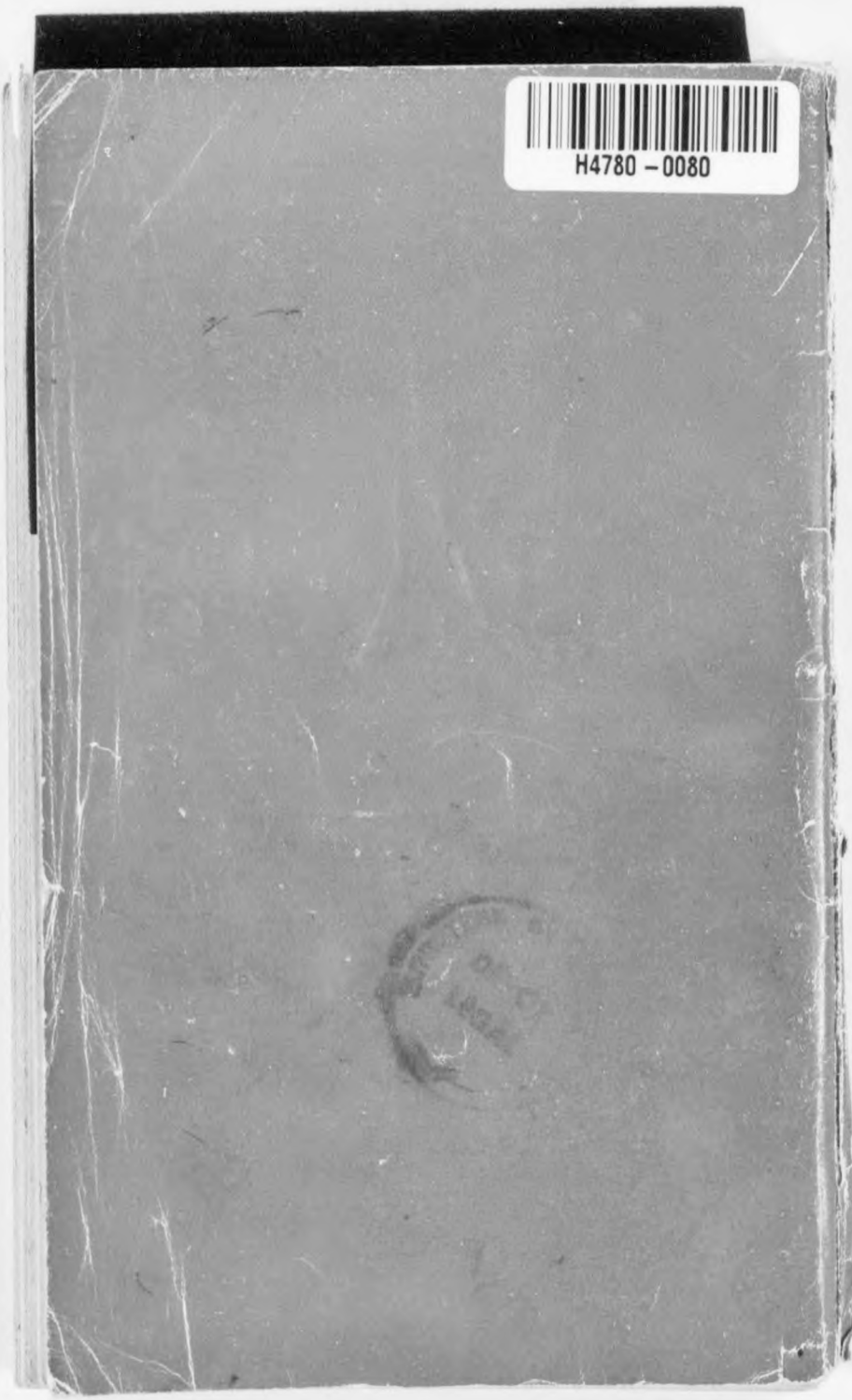
confiance dans la parole de ceux qui le dirigent ! En effet, quand a-t-on jamais vu un peuple plus bassement dupé et trompé que ne l'a été le peuple allemand par les hommes d'État anglais dans ces deux dernières dizaines d'années ?

Où reste la liberté promise aux peuples ?

FIN

N° d'autori[illegible] — I-44

A 101877


H4780 – 0080

DOC. R.F. N° 1143

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL POUR LE JUGEMENT DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

A
101797

H-4780

RF 1143

H4780 – 0081